

Réunion COPIL

Présentation de la phase 1

Etude préalable au transfert des compétences Eau Potable et Assainissement Collectif

Le 04 Mars 2021

VERDI



Anne GARDERE

Avocat au Barreau de Lyon
Docteur en Droit Public

163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon
06 14 49 10 07 - anne.gardere.avocat@gmail.com


SOMMAIRE



Rappel du contexte de l'étude



Rappel du contenu de l'étude



Présentation des résultats de la phase 1
Service Eau Potable
Service DECI
Service Assainissement Collectif
Service GEPU



Poursuite de l'étude

Rappel du contexte de l'étude

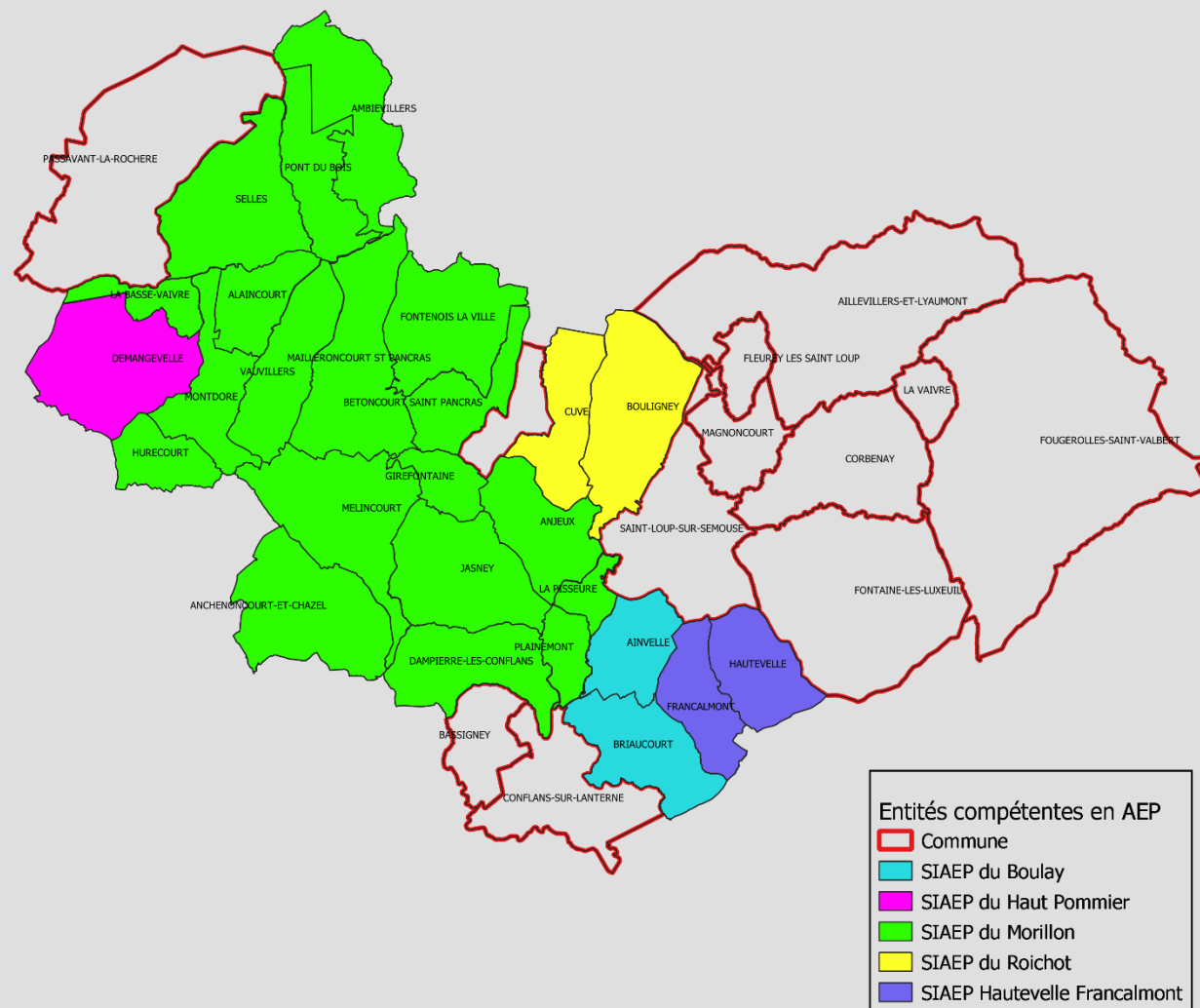
Communauté de Communes Haute Comté:

- Créée au 1^{er} janvier 2014 de la fusion des Communautés de Communes du Val de Semouse, des Belles Sources, et de Saône et Cône.
- 38 communes au total, 18 700 habitants (INSEE2017)

Compétences à étudier:

- Alimentation en Eau Potable (AEP)
- Assainissement Collectif (AC)
- Défense extérieure contre l'incendie (DECI)
- Gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU)

Rappel du contexte de l'étude



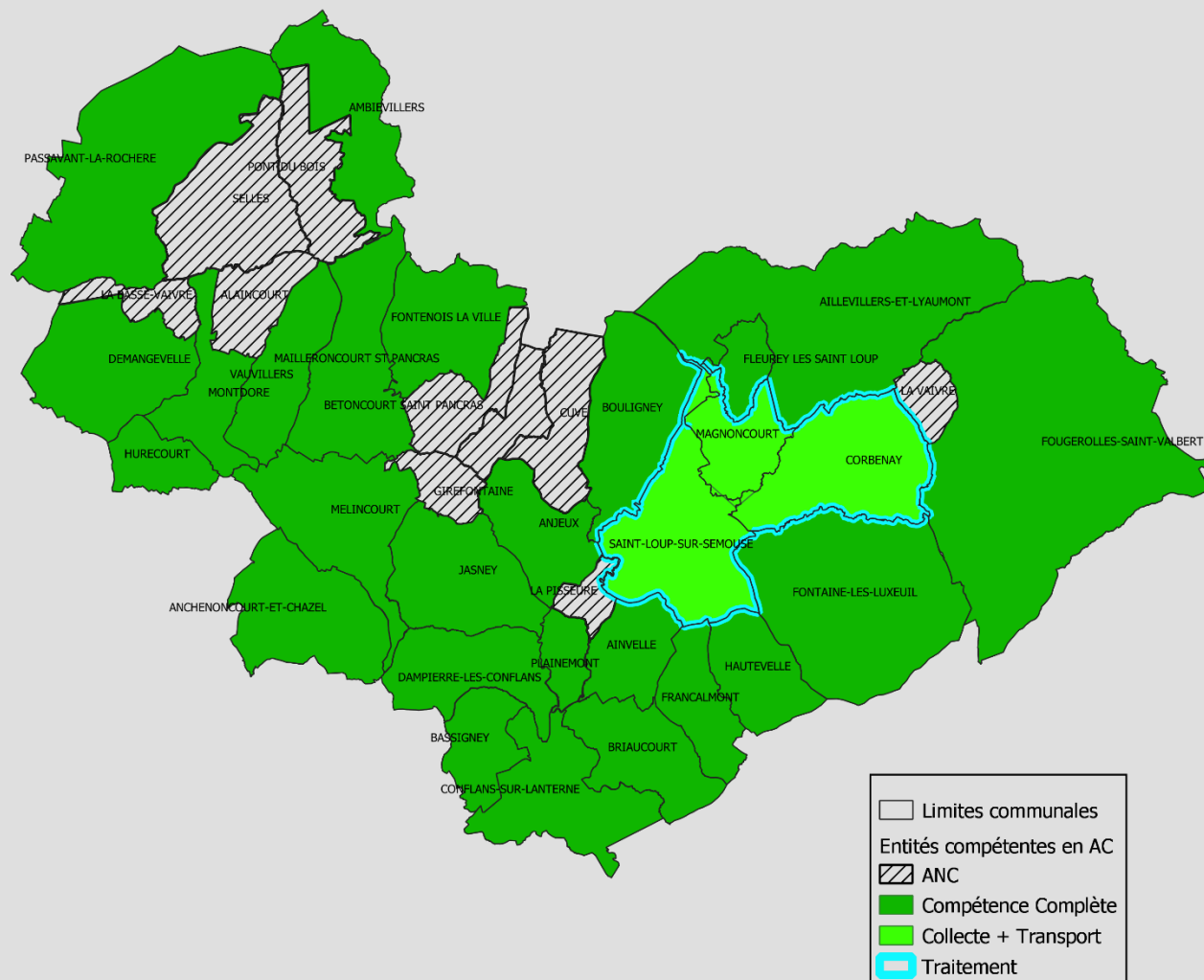
Les entités compétentes « Eau potable »

- 12 communes (Compétence complète)
 - 10 communes en régie
 - 2 communes en DSP
 - 5 syndicats (Compétence complète) :
 - ❖ SIAEP du Boulay (2 communes)
 - ❖ SIAEP du Haut Pommier (1 commune)
 - ❖ SIAEP du Morillon (19 communes)
 - ❖ SIAEP du Roichot (2 communes)
 - ❖ SIAEP Hauteville Francalmont (2 communes)
- ⇒ 2 syndicats sont à cheval sur deux communautés de communes.

Les entités compétentes « DECI »

- Toutes les communes exercent la compétence **DECI**

Rappel du contexte de l'étude



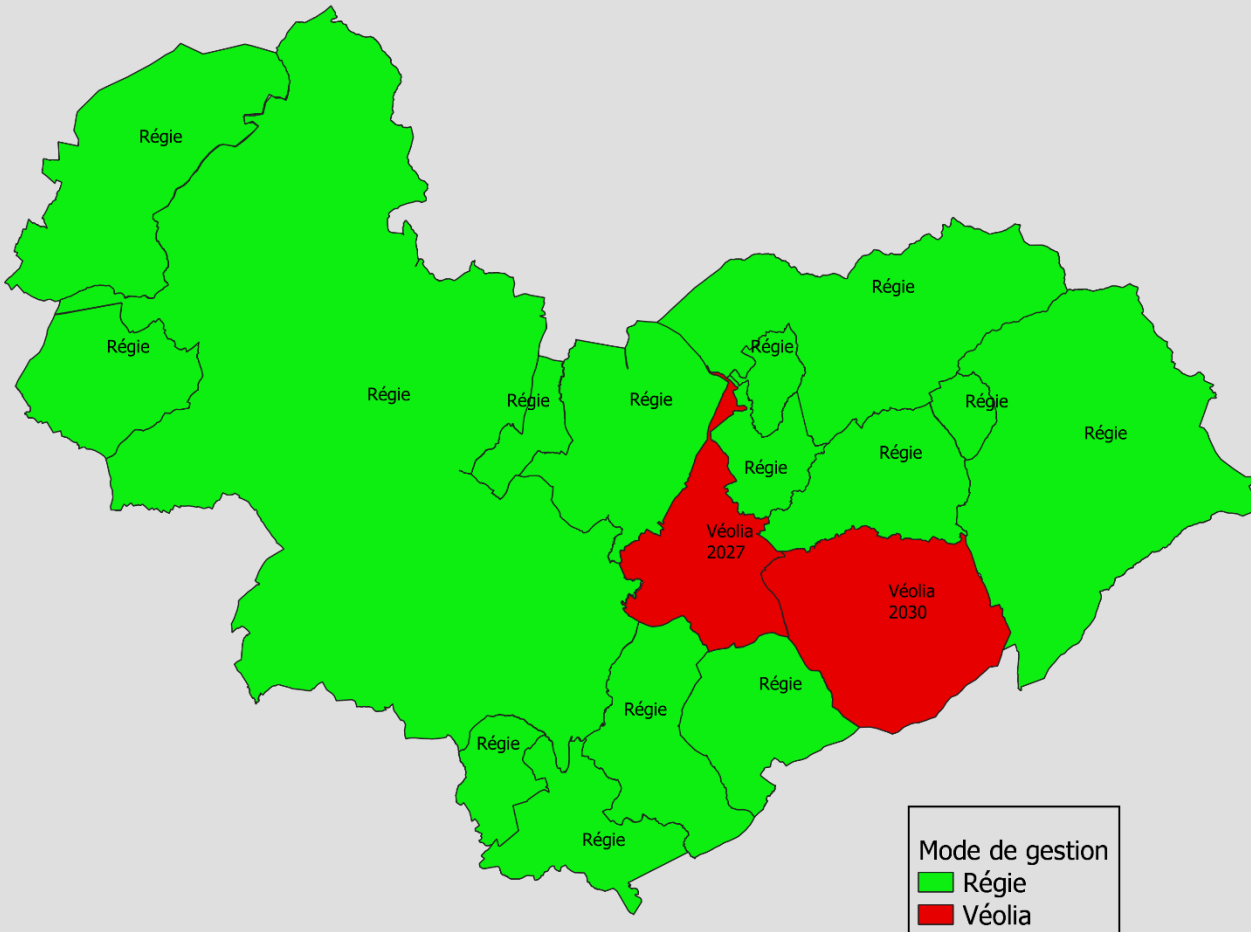
Les entités compétentes « Assainissement Collectif »

- 25 Communes (Compétence complète)
- 10 Communes sont entièrement en assainissement non collectif (Selles, Alaincourt et Cuve ont des SDA en cours de révision et basculeront probablement en Assainissement collectif).
- 3 Communes n'exercent que les sous compétences collecte et transport.
- 1 Syndicat (SIA Corbenay-Magnoncourt-Saint Loup sur Semouse) exerce la sous compétence traitement pour 3 communes.

Les entités compétentes « Eau pluviale »

- Toutes les communes exercent la compétence **Gestion des Eaux Pluviales urbaines**

Rappel du contexte de l'étude

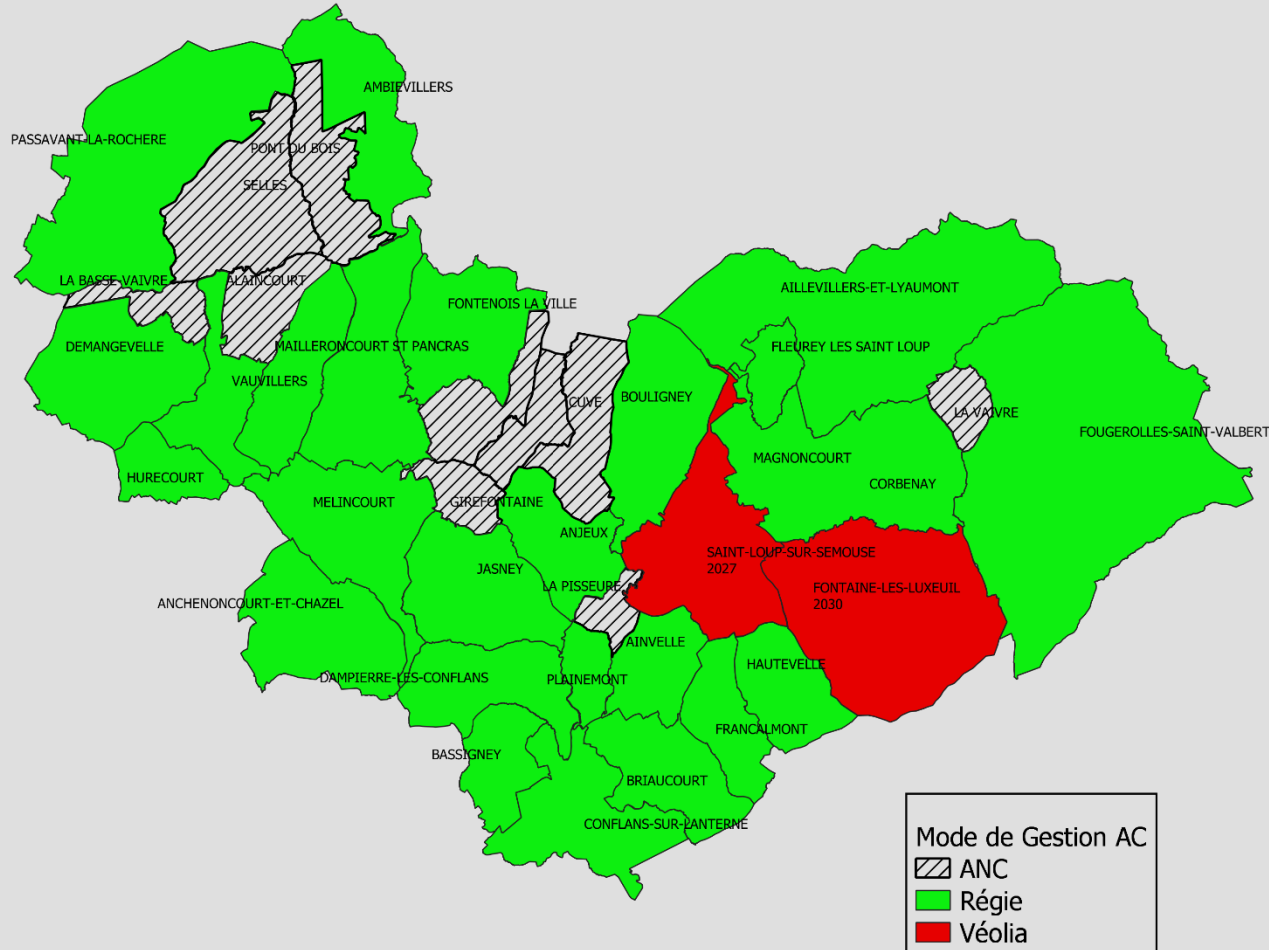


Les Modes de gestion du service Alimentation en Eau Potable

- 15 Entités exercent la compétence AEP en régie.
- 1 Déléataire sur le territoire :
 - ❖ Véolia
- 2 Contrats d'affermage :
 - Saint Loup sur Semouse : Echéance en 2027.
 - Fontaine les Luxeuil : Echéance en 2030.

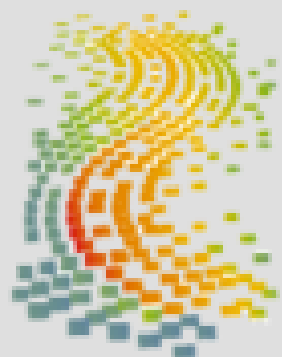
Rappel du contexte de l'étude

Les Modes de gestion du service Assainissement Collectif



- 27 Entités exercent la compétence AC en régie.
- 1 Déléataire sur le territoire :
 - ❖ Véolia
- 2 Contrats d'affermage :
 - Saint Loup sur Semouse : Echéance en 2027.
 - Fontaine les Luxeuil : Echéance en 2030.

Rappel du contexte juridique de l'étude

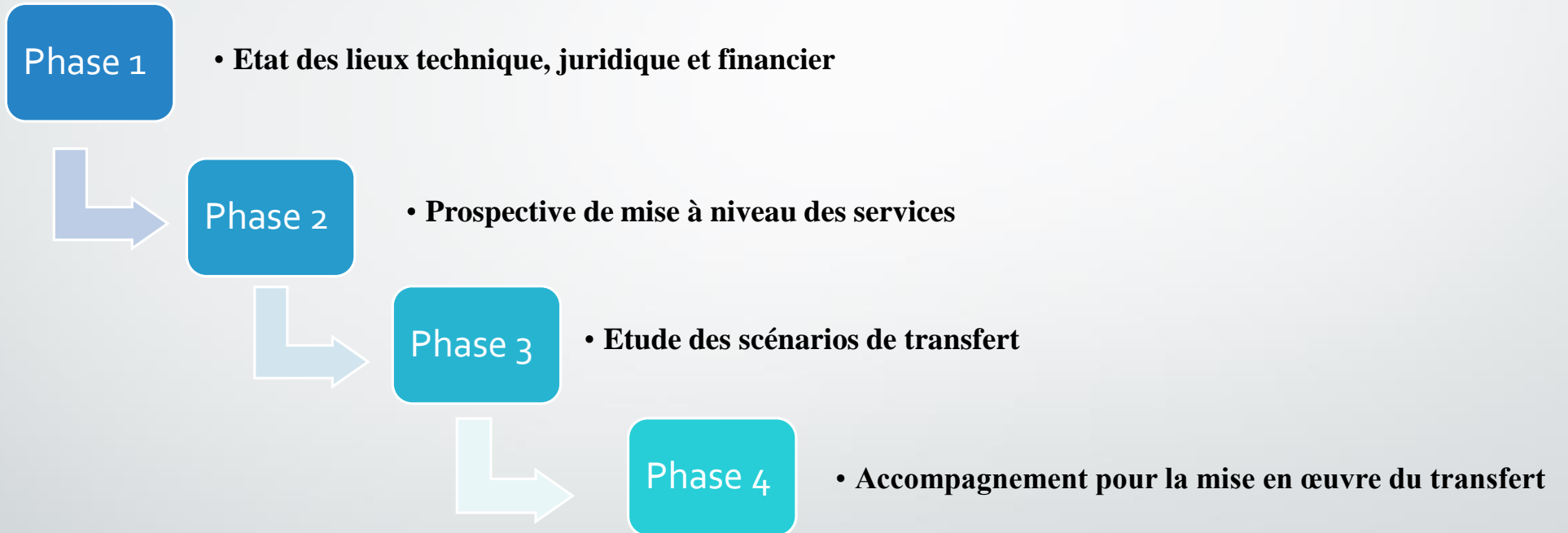


Haute Comté
Communauté de Communes

La CC HC dispose, au rang de ses **compétences facultatives**, d'une compétence, exercée sur tout le territoire de la CC, en matière **d'assainissement non collectif** (SPANC), à l'exclusion de toute compétence en matière d'eau potable et d'assainissement collectif, compétences qui étaient, par principe transférées en totalité à la CC au 1^{er} janvier 2020 sauf à ce que les communes décident de reporter ce transfert, ce qui a été le cas ici (*opposition de 25 % des communes membres de la CC représentant au moins 20 % de la population totale, et ce, initialement avant le 30 juin 2019, ce délai ayant été repoussé au 1^{er} janvier 2020 par l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique*).

NB : Attention, toutefois, car le conseil de la CC pourra, depuis le 1^{er} janvier 2020, voter néanmoins le transfert de la compétence objet du report, cette délibération ouvrant aux communes membres un délai de 3 mois durant lequel lesdites communes pourront de nouveau, de manière expresse, s'opposer au transfert, à la même majorité qualifiée que ci-dessus, soit 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population.

Rappel du contenu de l'étude



Déroulement de la mission

❖ Déroulement général – Phase 1 :

- Sept. – Oct. 2020 : Début des visites des entités par Verdi et la CCHC
- Nov. – Déc. 2020 : Synthèse des données recueillies
- Décembre 2020 : Visites des ouvrages AEP et AC
- 14 Janvier 2021 : Réunion COTECH
- Février 2021 : Envoi des fiches aux communes compétentes pour validation
- 04 Mars 2021 : Réunion COPIL

❖ Présentation de la phase 1 :

- Etat des lieux juridique – Services AEP, AC, DECI et EP
- Etat des lieux technique – Services AEP, AC, DECI et EP
- Etat des lieux financier – Services AEP, AC, DECI et EP



RESULTATS DE LA PHASE 1

Service eau potable

Phase 1 – Etat des lieux juridique

1. Dix communes gèrent le service en régie
2. Deux communes sont en délégation de service public pour tout ou partie du service :
 - SAINT LOUP SUR SEMOUSE, pour la collecte et le transport (affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2027)
 - FONTAINE LES LUXEUIL (affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2030 ; *contrat à transmettre*)

Phase 1 – Etat des lieux juridique

Pour les communes gérant le service en régie ou dans le cadre de DSP, le transfert de la compétence AEP à la CC entraînera le transfert des biens, contrats & personnels dans les conditions de droit commun des transferts de compétence (*cf. étude juridique pour plus de détails*) :

- Pour les **personnels affectés en partie au service eau** , possibilité de leur proposer une mutation volontaire ; à défaut, ils sont mis à disposition de plein droit (sans leur accord) au profit de la CC (convention à prévoir). Dans tous les cas, prévoir une consultation du CST avant la convention ou la mutation, mais ceci peut intervenir après le transfert de compétence
- Pour les **personnels affectés en totalité au service eau**, transfert de plein droit, par délibérations conjointes communes / CCHC après avis du CST
- **Principe de mise à disposition automatique des biens nécessaires au service**, qui restent propriété des communes (mais possible de procéder à ces cessions si accord CC / Cne concernée)
- Principe du **transfert de plein droit des contrats en cours** (NB : contrats d'emprunt globaux peuvent être portés par la commune ou la CC, avec des remboursements pour la part non affectée à l'eau)

Phase 1 – Etat des lieux juridique

Depuis la loi E & P, (*art. L. 5214-16 § 9 CGCT*), nonobstant le transfert de compétence, une CC peut désormais procéder à une délégation conventionnelle de tout ou partie des compétences « *eau* » (*ou AC ou EPU*) à l'une de ses communes membres.

- Cette délégation particulière de compétences est opérée par convention, qui précise :
 - La durée de la délégation
 - Les modalités d'exécution de la délégation, étant précisé que les compétences déléguées sont exercées « *au nom et pour le compte* » de la CC.
 - Les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures
 - Les modalités de contrôle de la CC délégante sur la commune délégataire.
 - Les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
- Procéduralement, la convention est approuvée par les organes délibérants respectifs de la CC et de la commune, et, attention, lorsqu'une commune demande à bénéficier d'une telle délégation de compétence, la CC est tenue à certaines obligations :

Le conseil doit se prononcer sur la délégation, dans un délai de 3 mois. **Ce délai est porté à 6 mois par l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 (*art. 9. II*)**, dans le cas où, d'une part, la demande de délégation a été formulée par la commune avant le 31 mars 2020, et où, d'autre part, le conseil de la communauté ne s'est pas encore prononcé sur cette délégation le 2 avril 2020, date de promulgation de l'ordonnance (*NB : l'art. 9 de l'ordonnance vise « la promulgation de la présente loi »*).

En cas de refus, ce refus doit être motivé.

Phase 1 – Etat des lieux juridique

3. D'autres communes ont transféré tout ou partie du service à des syndicats entièrement inclus dans le périmètre communautaire :

3.1. Le SIAEP du BOULAY, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (BRIAUCOURT et AINVELLE), compétent en matière « d'alimentation en eau potable », qui gère le service en régie.

3.2. Le SIAEP HAUTEVELLE FRANCALMONT, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (HAUTEVELLE et FRANCALMONT), compétent en matière « d'alimentation en eau potable », qui gère le service en régie (*NB : nous ne disposons pas des statuts, qu'il faudrait que vous nous transmettiez, source : BANATIC*).

3.3 Le SIAEP du ROICHOT, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (CUVE et BOULIGNEY), compétent en matière « d'alimentation en eau potable », qui gère le service en régie.

Phase 1 – Etat des lieux juridique

Pour ces 3 syndicats, composés de seules communes membres de la CC HC, le transfert de la compétence entraine normalement la dissolution du syndicat, mais, depuis la loi E & P, possibilité d'une délégation de compétence au syndicat :

- *Le syndicat, lorsqu'il existait au 1^{er} janvier 2019, est maintenu jusqu'à 9 mois durant la prise de compétence par la CC*
- *Durant ce délai :*
 - Soit la CC ne délibère pas, auquel cas le syndicat est dissous de plein droit aux termes des 9 mois suivant la prise de compétence par la CC
 - Soit la CC décide, dans ce même délai de 9 mois suivant la prise de compétence, de lui déléguer tout ou partie des compétences ci-dessus, et le syndicat est alors maintenu pour 1 an supplémentaire à compter de la délibération de la CC. A l'issue de ce délai :
 - Si la convention de délégation a été **conclue** : le syndicat est maintenu.
 - Si la convention de délégation n'a pas été conclue et approuvée par les organes délibérants : le syndicat est dissous de plein droit.

Phase 1 – Etat des lieux juridique

4. D'autres communes ont transféré tout ou partie du service à des syndicats dont le périmètre excède celui de la CC HC :

4.1 Le SIAEP DU HAUT DU POMMIER, composé de 4 communes, dont 1 est membre de la CC HC (DEMANGEVELLE), compétent en matière de « Gestion de la production et distribution d'eau », qui gère le service en régie (**NB : nous ne disposons pas des statuts, qu'il faudrait que vous nous transmettiez**, source : BANATIC).

4.2. Le SIAEP DU MORILLON, composé de 22 communes, dont 19 sont membres de la CC HC (ALAINCOURT, AMBIEVILLERS, ANCHENONCOURT ET CHAZEL, ANJEUX, BETONCOURT SAINT PANCRAIS, DAMPIERRE LES CONFLANS, FONTENOIS LA VILLE, GIREFONTAINE, HURECOURT, JASNEY, LA BASSE VAIVRE, LA PISSEURE, MAILLERONCOURT SAINT PANCRAIS, MELINCOURT, MONTDORE, PLAINEMONT, PONT DU BOIS SELLES, VAUVILLERS ; source : BANATIC).

Il est compétent pour la production et la distribution d'eau potable (il est également habilité à réaliser des prestations de services, notamment dans le domaine de l'alimentation en eau de secours, et autres prestations de services, et est habilité à fournir de l'eau à des collectivités extérieures), et gère le service en régie.

Phase 1 – Etat des lieux juridique

Pour ces syndicats, à périmètre constant, le transfert de la compétence « eau » à la CC entraînera l'application, par principe, du mécanisme de représentation-substitution (sous réserve, bien évidemment, d'éventuel(le)s retraits ou dissolutions desdits syndicats, en principe volontaires).

Phase 1 – Etat des lieux juridique

NB : compétence DECI = exercée au niveau des communes sur le territoire de la CC HC (parfois prestations de services par des syndicats aux communes), est distincte de la compétence « eau ». DECI =

- **Une compétence facultative transférable à la CC à tout moment (art. L. 5211-17 CGCT) =**
 - La « *création, l'aménagement et la gestion* » des PEI
 - Les interventions possibles « *en amont* » des PEI, afin de garantir leur approvisionnement, en coordination avec l'entité compétente en matière d'eau potable, les éventuels investissements demandés sur ce réseau d'eau potable, mais nécessaires à la DECI, étant portés par l'entité compétente pour la DECI.
- **Des pouvoirs de police spéciale transférables au Pdt de la CC, volontairement, par accord unanime des maires des communes la CC + et arrêté préfectoral =**
 - L'identification des risques et le dimensionnement nécessaire des PEI (art. R. 2225-4 CGCT).
 - L'élaboration, en conformité avec le schéma départemental, du schéma communal ou intercommunal de défense extérieure contre l'incendie (art. R. 2225-5 et R. 2225-7 CGCT).
 - Le contrôle des PEI (question n° 24134, JO Sénat du 23/03/2017, p. 1207), dans les conditions fixées par les art. R. 2225-9 (obligation d'effectuer des contrôles techniques périodiques, afin « d'évaluer les capacités des PEI », les modalités d'exécution et la périodicité de ces contrôles étant définies dans le règlement départemental de la DECI) et & R. 2225-10 CGCT.

Phase 1 – Etat des lieux technique

Hypothèses générales

- ✓ **Nombre d'habitants** : données INSEE 2017 (ou mise à jour 2020 des communes quand disponibles)
- ✓ **Nombre d'abonnés**: information commune et RPQS

Partie AEP

- ✓ **Débit production ressource**: information de la DUP
- ✓ **Volumes prélevés annuels** : information de la commune (données RPQS ou RAD).
- ✓ **Volumes distribués et/ou vendus**: information de l'entité compétente ou le délégataire.
- ✓ **Volume moyen journalier**: estimé sur la base de *Volume annuel / 365 jours*
- ✓ **Moyenne par abonné**: *Volume vendu / Nb d'abonnés*

Phase 1 – Etat des lieux technique

Entités et Abonnés - Service AEP -

17

Entités compétentes

10 084

Abonnés

12

Communes

18 592

Habitants

5

Syndicats

Phase 1 – Etat des lieux technique

Synthèse du Patrimoine - Service AEP -

47

Ressources

33

Réservoirs

16

Unités de traitement

10 490 m³

Stockage

528 Km

Réseaux

Phase 1 – Etat des lieux technique

Les volumes de la CCHC - Service AEP -

1 385 294 m³

Prélevés

981 922 m³

Facturés

57 865 m³

Achetés

80 386 m³

Vendus

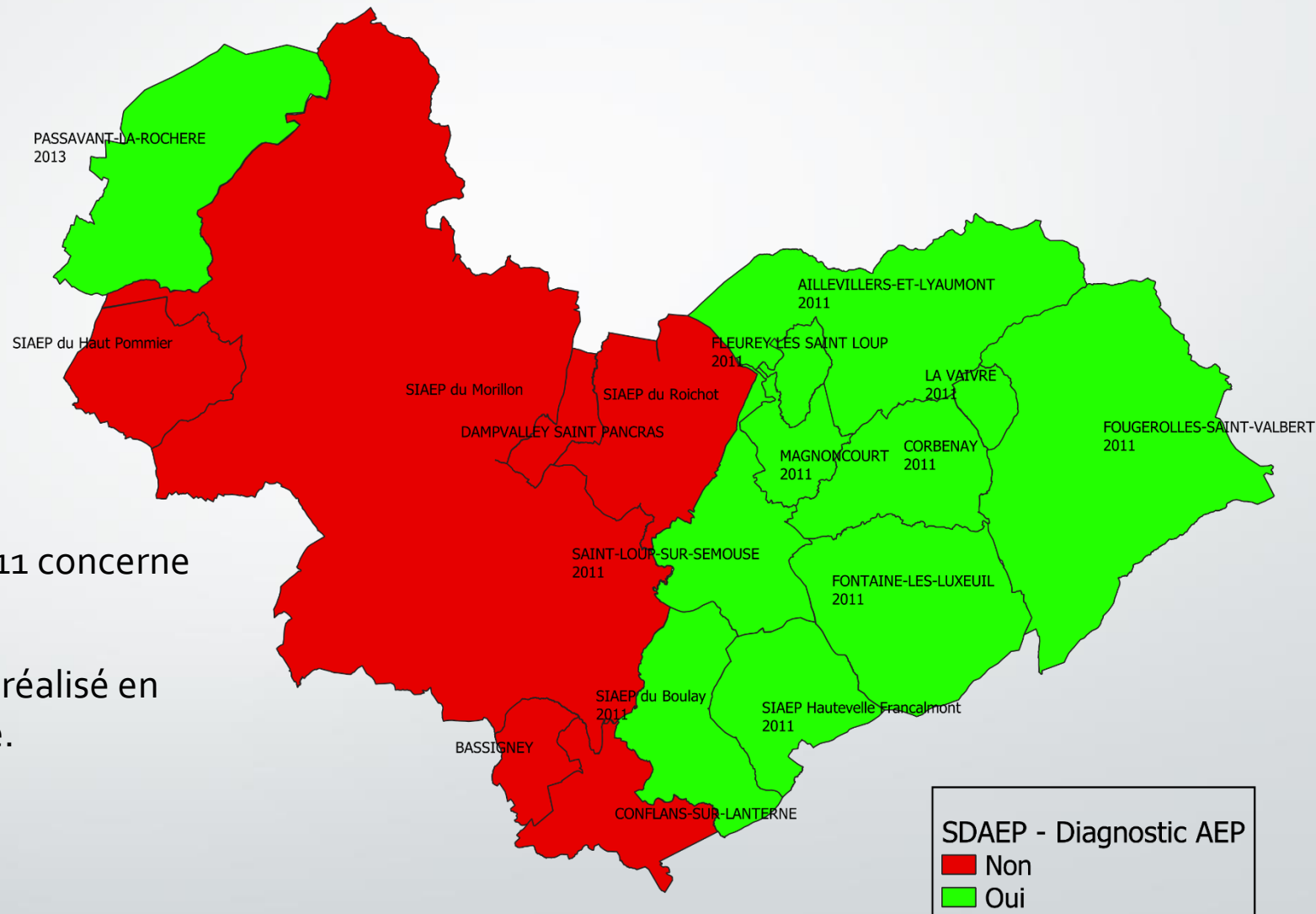
74

Rendement (%)

Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Schéma directeur « SDAEP » - Service AEP -

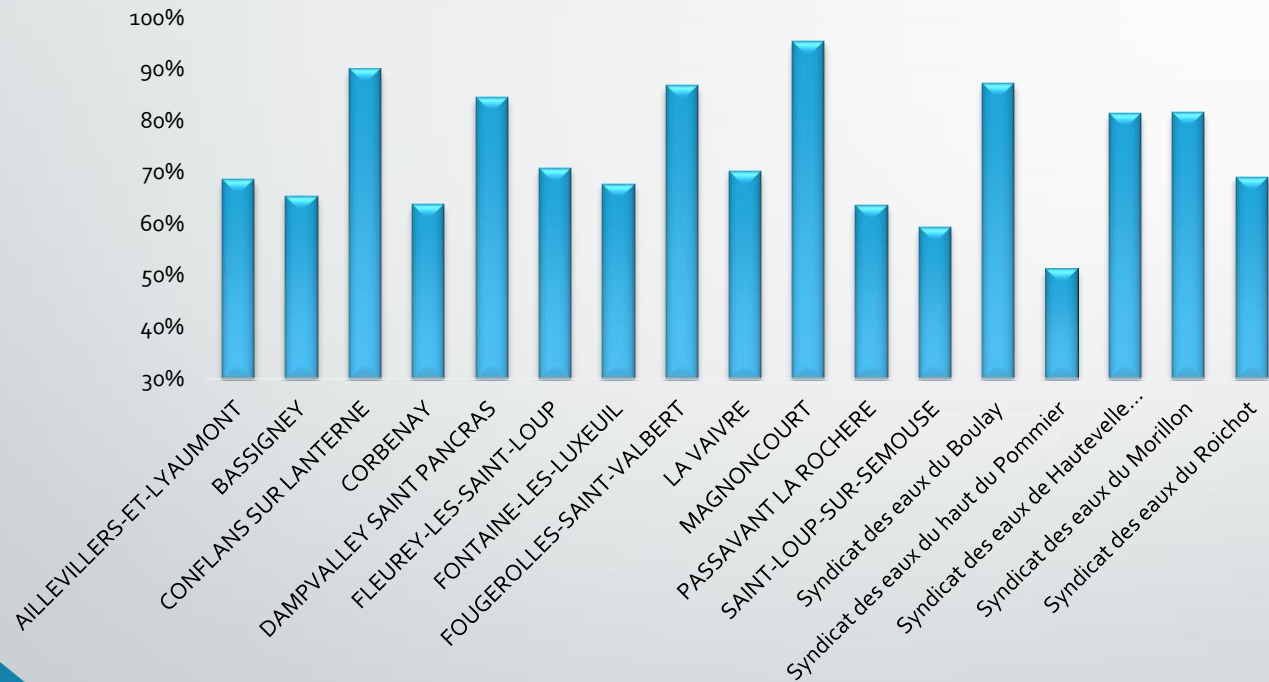
- 1 SDAEP (CCVS) réalisé en 2011 concerne 10 entités.
- 1 Diagnostic des réseaux AEP réalisé en 2013 sur Passavant la Rochère.
- 6 Entités n'ont pas de SDAEP



Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Rendements sur le territoire de la CCHC - Service AEP -

Rendement de distribution (%)



- Rendements qui varient entre 51% et 95%
- Rendement moyen de 74%

Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Bilan adéquation Besoins/ressources - Service AEP -

		Fonctionnement actuel								
		Nb habitant	Nb abonnés	Volume prélevés (m3/an)	Volumes prélevés actuels _ moyenne journalière (m3/j)	Volumes achetés à l'extérieur (m3/an)	Volume vendus (m3/an)	Volume vendu à l'extérieur	Rdt primaire	Moyenne par abonnés (m3/an/ab)
Communes	12	13 878	6 827	966 635	2 648	5 559	628 292	76 526	72,8%	92
Syndicats	5	4 716	3 257	418 659	1 147	52 306	353 630	3 860	70,0%	109

Total général	17,00	18 594	10 084	1 385 294	3 795	57 865	981 922	80 386	74%	97
---------------	--------------	---------------	---------------	------------------	--------------	---------------	----------------	---------------	------------	-----------

Moyenne journalière (m3/j)	3 795		159	2 690	220
----------------------------	--------------	--	------------	--------------	------------

Fonctionnement futur attendu				
Nb habitants futurs	Nb habitants supplémentaires	Volumes vendus supplémentaires (m3/j)	Volumes vendus futurs (m3/j)	Volumes prélevés journaliers futurs (m3/j)
cf. détails dans tableau général	471	57	1 762	2 757
cf. détails dans tableau général	324	39	1 008	1 342
	795	95	2 770	4 098

Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Bilan adéquation Besoins/ressources - Service AEP -

	Bilan adéquation besoins futurs / ressource actuelle					
	Nb de ressources sur le territoire de la CCHC	Nb de ressources sans DUP	Nb de ressources sans PPI	Nb de ressources présentant des problématiques qualitatives	Capacité ressource	Nb de ressources présentant des problématiques quantitatives
Communes	29	=> Fontaine les Luxeuil => Une partie des ressources de Fougerolles Saint Valbert	7	=> Source du Coppey (Fleurey Le Saint Loup) => Bassiney => Conflans sur Lanterne n Source présente des dépassements de la te en Manganèse. présente des teneurs excessives en Arsenic.	6 582	0
Syndicats	18	=> SIAEP du Haut Pommier	0	=> SIAEP du Boulay => SIAEP du Morillon (Source de la Chapelle)	3 158	1
Total	47	5	7	5	9 740	1

	Unité	Situation actuelle	situation future	Variation
Nb habitants	Unité	18 594	19 389	4%
Volumes journaliers prélevés + achetés	m3/j	3 954	4 098	4%
Volumes journaliers vendus	m3/j	2 910	2 990	3%
Rdt global	%	74%	73%	

Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Travaux AEP inscrits dans le cadre du Contrat ZRR 2020-2022

- Aillevillers et Lyaumont
- Conflans sur Lanterne
- Corbenay
- Fougerolles Saint Valbert
- La Vaivre
- Saint-Loup Sur Semouse
- SIAEP du Morillon
- SIAEP du Roichot
- SIAEP Hautevelle Francalmont
- SIAEP du Boulay

Travaux 2020

- 3 866 894 € HT

Travaux 2021

- 790 895 € HT

Mise à jour des plans des réseaux AEP avec géo-référencement en classe A sur le territoire de la CCHC estimée à:

150 000 € HT

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Méthode de travail : Retraitement des budgets communs eau potable et assainissement collectif

Sur la base des comptes administratifs, nous avons réalisé une clef de répartition sur la base des produits des services, exemple :

Produits Eau potable : 12 000 €
Produits Assainissement : 8 000 €
Total : 20 000 €

Clef Eau potable = $12000 \text{ €} / 20000 \text{ €} = 60\%$
Clef Assainissement = $8000 \text{ €} / 20000 \text{ €} = 40\%$

Communes concernées :

- Conflans-sur-Lanterne
- Fleurey-les-Saint-Loup

2) Concernant les emprunts :

Lorsque nous disposons de l'affectation des emprunts, nous avons séparé ceux relevant de l'eau et ceux relevant de l'assainissement, nous avons également retraité les intérêts annuels et les remboursements en capitaux correspondants.

A défaut, nous avons appliqué la clef de répartition calculée à partir des produits des services.

3) Pour les opérations d'ordre :

Lorsque nous disposons d'un suivi de l'actif et des subventions d'investissement afférentes, nous avons retraité ces données selon leur affectation. A défaut d'un suivi des subventions d'investissement, nous avons appliqué une clef de répartition calculée sur la base de l'amortissement de l'actif afférent à l'eau potable et à l'assainissement.

4) Pour les dépenses d'équipement :

Lorsque nous disposons de l'affectation du bien, nous avons réaffecté les dépenses en conséquence.

A défaut, nous avons appliqué la clef de répartition calculée à partir des produits des services

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Méthode de travail : Retraitement des syndicats à cheval sur plusieurs intercommunalités

Principe: Affectation d'une partie des Recettes et Dépenses du Syndicat aux Communes membres de la Communauté de Communes :

Nous avons réalisé une clef de répartition sur la base **des abonnés** des communes concernées par rapport à la population totale sur le territoire du Syndicat, exemple :

Population Communes A membres de la CC : 301 habitants

Syndicat : 1058 habitants

Clef de répartition :

$$301 / 1058 = 28,5\%$$

Syndicat concernés par le retraitement :

- Syndicat du Haut du Pommier
- Syndicat du Morillon

Ainsi, sur une dépense de 1000 € réalisée par le syndicat, nous considérons que 285€ ont été consacré à la Commune membre de la Communauté de Communes.

A défaut, nous avons appliqué une clef de répartition en fonction de la population des communes

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Synthèse des modes de gestion de la Compétence Eau potable

CC de la Haute-Comté	Mode de gestion de la compétence Eau potable	Abonnés (CCHC)
Aillevillers-et-Lyaumont	Régie	838
Bassigney	Régie	86
Conflans-sur-Lanterne	Régie	406
Corbenay	Régie	561
Dampvalley-Saint-Pancras	Régie	32
Fleurey-les-Saint-Loup	Régie	76
Fontaine-les-Luxeuil	DSP (Veolia)	669
Fougerolles-Saint-Valbert	Régie	2 171
La Vaivre	Régie	122
Magnoncourt	Régie	225
Passavant-la-Rochère	Régie	400
Saint-Loup-sur-Semouse	DSP (Veolia)	1 241
Syndicat des Eaux du Boulay	Régie	230
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	Régie	163
Syndicat des Eaux de Hautevelle Francalmont	Régie	217
Syndicat des Eaux du Morillon	Régie	2 309
Syndicat des Eaux du Roichot	Régie	329
Total		10 075

→ 610 abonnés au total

→ 2 878 abonnés au total

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Méthode de calcul d'une facture 120 m³

Que ce soit pour la compétence eau potable ou pour la compétence assainissement collectif, la méthode de calcul du tarif moyen est basé sur une facture indicative de 120 m³.

Le tarif moyen est calculé sur la base de la formule suivante respectivement pour l'eau potable et pour l'assainissement collectif :

$$\frac{\text{Abonnement annuel TTC} + \text{Consommation TTC pour 120 m}^3 + \text{Redevance Agence de l'eau TTC pour 120 m}^3}{120 \text{ m}^3}$$

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Synthèse liées à l'assujettissement à la TVA

	Assujettissement à la TVA
Aillevillers-et-Lyaumont	Oui
Bassigney	Non
Conflans-sur-Lanterne	Non
Corbenay	Oui
Dampvalley-Saint-Pancras	Non
Fleurey-les-Saint-Loup	Oui
Fontaine-les-Luxeuil	Oui
Fougerolles-Saint-Valbert	Oui
La Vaivre	Non
Magnoncourt	Non
Passavant-la-Rochère	Non
Saint-Loup-sur-Semouse	Oui
Syndicat des Eaux du Boulay	Non
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	Oui
Syndicat des Eaux de Hautevelle	Non
Francalmont	
Syndicat des Eaux du Morillon	Oui
Syndicat des Eaux du Roichot	Oui

Le service public **d'eau potable** est placé dans le champ d'application de la TVA, avec un taux de 5,5%.

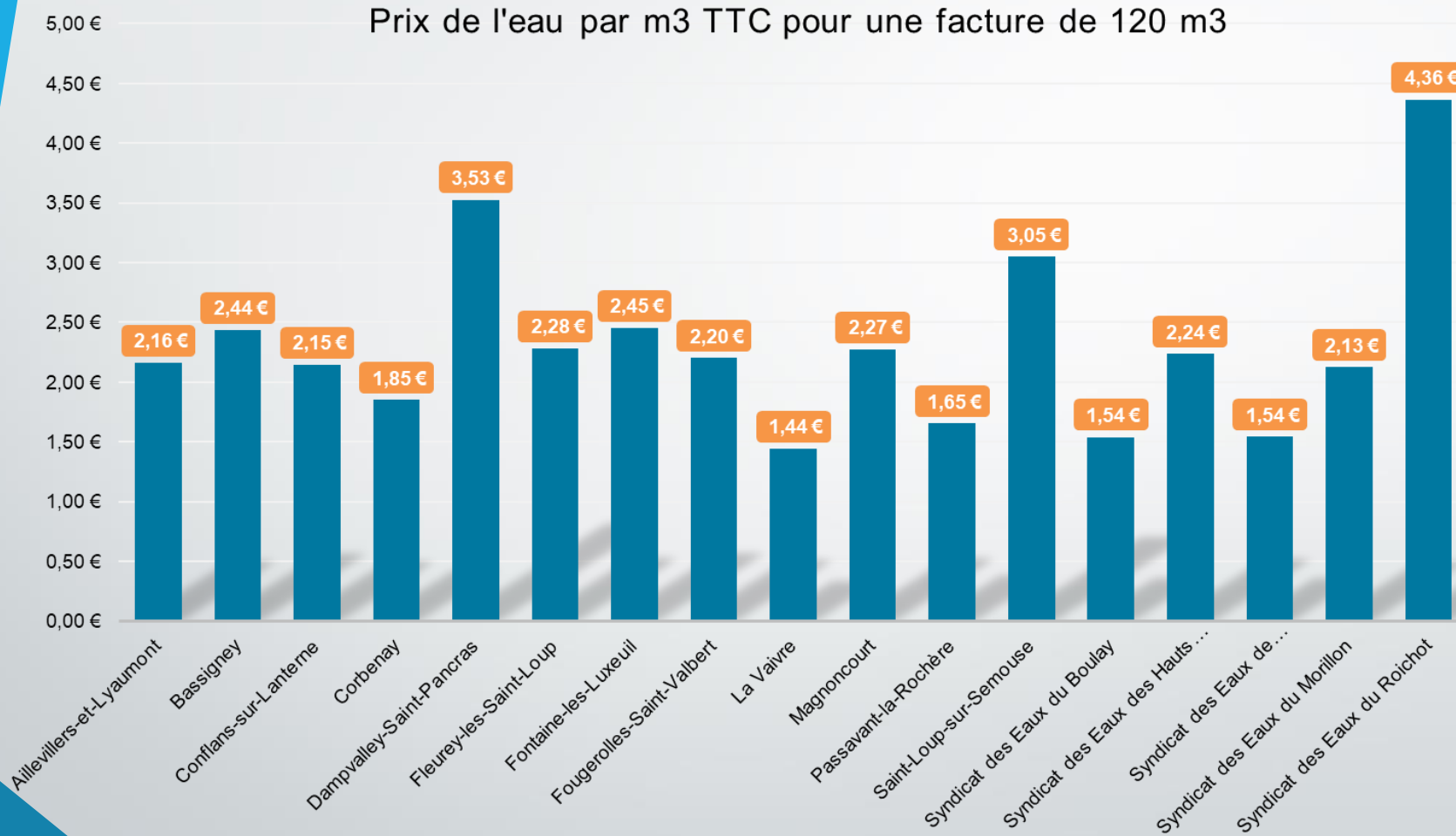
Toutefois, les communes de moins de 3000 habitants peuvent choisir ou non l'assujettissement.

En cas de non assujettissement : perception du FCTVA sur les investissements (16,404% des dépenses d'équipement TTC)

Plus de la moitié des entités compétentes en eau potable sont assujetties à la TVA de 5,5% pour l'eau potable.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Tarif moyen TTC au m3 y compris redevances agence de l'eau (facture de 120 m)



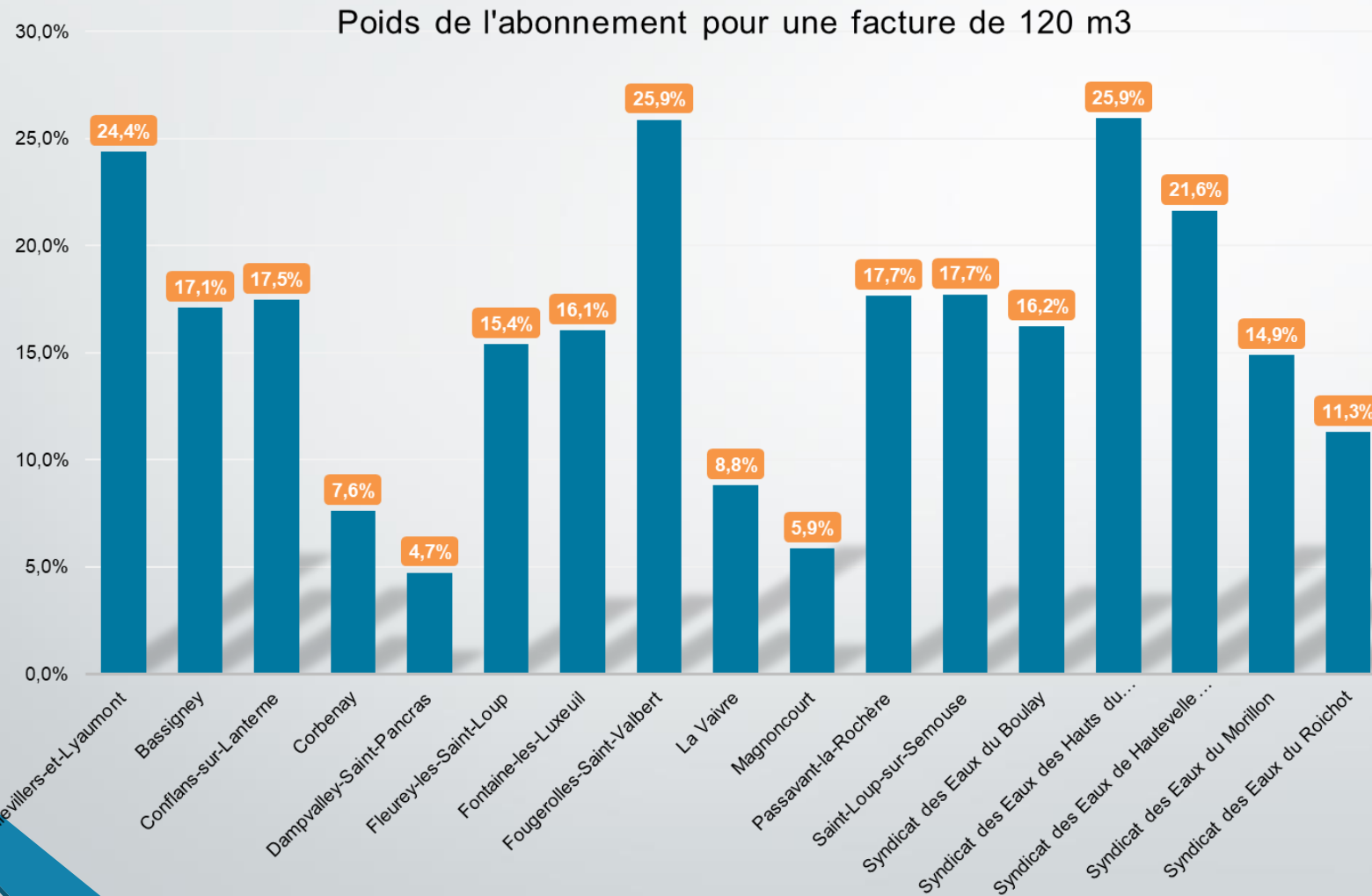
Prix moyen de l'eau en France: 2,05€ TTC

Le syndicat du Roichot achète son eau potable à la commune de Magnoncourt au prix de **0,861€ pour les 36 000 premiers m3** et **0,80€ pour les suivants**.

Le prix est fixé à 46% de celui facturé aux habitants de Magnoncourt.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Poids de l'abonnement dans une facture de 120 m³



L'arrêté du 6 Août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommée fixe un montant maximal de **l'abonnement au service d'eau potable ou d'assainissement de 40% du coût du service** pour une consommation de 120 m³, par logement desservi et pour une durée de 12 mois, tant pour l'eau que pour l'assainissement.

Ce plafond ne concerne que les Communes de moins de 3 500 habitants, il est abaissé à 30% pour les Communes de la strate supérieure

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Evolution des produits des services

	Produits de services 2017 (dont agence de l'eau)	Produits de services 2018 (dont agence de l'eau)	Produits de services 2019 (dont agence de l'eau)	Moyenne sur la période (dont agence de l'eau)
Aillevillers-et-Lyaumont	174 946 €	162 363 €	167 484 €	168 264 €
Bassigny	14 179 €	15 163 €	15 173 €	14 839 €
Conflans-sur-Lanterne	64 154 €	66 926 €	71 005 €	67 362 €
Corbenay	103 121 €	105 050 €	95 833 €	101 335 €
Dampvalley-Saint-Pancras	6 750 €	9 560 €	8 523 €	8 278 €
Fleurey-les-Saint-Loup	13 142 €	13 255 €	14 728 €	13 708 €
Fontaine-les-Luxeuil	24 123 €	23 979 €	22 927 €	23 676 €
Fougerolles-Saint-Valbert	418 488 €	450 127 €	465 281 €	444 632 €
La Vaivre	16 090 €	15 062 €	13 667 €	14 939 €
Magnoncourt	47 504 €	45 594 €	44 663 €	45 920 €
Passavant-la-Rochère	65 000 €	62 312 €	61 732 €	63 015 €
Saint-Loup-sur-Semouse	105 798 €	129 028 €	100 001 €	111 609 €
Syndicat des Eaux du Boulay	31 165 €	31 814 €	32 688 €	31 889 €
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	31 815 €	33 338 €	34 040 €	33 064 €
Syndicat des Eaux de Hautevelle Francalmont	33 782 €	35 947 €	31 277 €	33 669 €
Syndicat des Eaux du Morillon	494 018 €	474 345 €	527 358 €	498 574 €
Syndicat des Eaux du Roichot	90 536 €	90 536 €	113 400 €	98 157 €
TOTAL	1 734 611 €	1 764 398 €	1 819 780 €	1 772 930 €

En 2019, Fougerolles et le SI du Morillon représentent **55% des recettes totales** et regroupent **44 % des abonnés** du territoire.

En 2019, 6 entités représentent **81% des recettes totales** et regroupent **74% des abonnés** du territoire.

Si Fontaine était en régie: **+106k€** recettes

Si Saint Loup était en régie: **+247k€** recettes

Des produits des services en augmentation sur la période de **2,43% par an** avec des produits des services à **1,8M€ en moyenne** sur le territoire CCHC **avec retraitement des syndicats du Haut du Pommier** (1 commune sur 4: Demangevelle) **et du Morillon** (19 communes sur 22).

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Analyse Budgétaire – Méthode de calcul

Total recettes de fonctionnement 2019

-

Total dépenses de fonctionnement 2019

=

Solde de fonctionnement 2019

Total recettes d'investissement 2019

-

Total dépenses d'investissement 2019

=

Solde d'investissement 2019



Solde de fonctionnement 2019

+

Solde d'investissement 2019

=

Résultat de l'exercice

+ / - Reports 2018

=

Solde de clôture de l'exercice 2019

+ / - Restes à réaliser 2019

=

Solde global disponible de l'exercice 2019

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Solde budgétaire au 31/12/2019

	Résultat de l'exercice		Reports n-1		Solde global après RAR	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Aillevillers-et-Lyaumont	29 181 €	-85 085 €	111 924 €	131 677 €	41 460 €	43 428 €
Bassigney	7 167 €	-5 639 €	28 136 €	35 303 €	35 303 €	29 665 €
Conflans-sur-Lanterne	39 650 €	2 912 €	36 606 €	76 257 €	49 257 €	79 169 €
Corbenay	298 509 €	-185 722 €	-127 193 €	157 339 €	-11 768 €	49 517 €
Dampvalley-Saint-Pancras	2 131 €	-6 351 €	10 317 €	12 448 €	12 448 €	6 097 €
Fleurey-les-Saint-Loup	5 100 €	5 164 €	34 306 €	39 918 €	39 405 €	45 082 €
Fontaine-les-Luxeuil	22 223 €	20 328 €	173 345 €	195 568 €	195 568 €	215 896 €
Fougerolles-Saint-Valbert	103 570 €	328 264 €	167 562 €	157 028 €	41 227 €	165 412 €
La Vaivre	7 681 €	9 096 €	72 240 €	79 921 €	79 921 €	39 017 €
Magnoncourt	144 679 €	64 157 €	58 237 €	202 915 €	202 915 €	267 072 €
Passavant-la-Rochère	-35 744 €	55 995 €	56 624 €	13 807 €	25 880 €	66 801 €
Saint-Loup-sur-Semouse	32 205 €	45 353 €	529 013 €	561 219 €	561 219 €	606 572 €
Syndicat des Eaux du Boulay	18 843 €	13 269 €	31 077 €	49 921 €	49 921 €	63 190 €
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	7 088 €	-9 232 €	83 909 €	90 997 €	90 997 €	81 765 €
Syndicat des Eaux de Hautevelle						
Francalmont	55 797 €	17 236 €	45 617 €	101 414 €	101 414 €	113 650 €
Syndicat des Eaux du Morillon	-41 275 €	10 044 €	274 810 €	219 936 €	110 784 €	136 112 €
Syndicat des Eaux du Roichot	-21 940 €	9 052 €	65 769 €	43 829 €	43 829 €	52 881 €
TOTAL	674 865 €	288 843 €	1 652 301 €	2 169 495 €	1 669 780 €	2 061 326 €

Les **excédents disponibles après RAR à fin 2019 d'environ 2M€** permettant de financer des investissements futurs. La trésorerie est constituée pour **65% des 5 entités encadrées ci-dessus**. Il s'agit bien entendu de mettre en relation la situation des communes avec leur service.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Analyse de la capacité d'autofinancement – Méthode de calcul

Recettes réelles de fonctionnement sans Recettes exceptionnelles

–

Dépenses réelles de fonctionnement sans Charges financières et
Charges exceptionnelles

=

Epargne de gestion



Epargne de gestion

–

Charges financières

=

Epargne brute



Epargne brute

–

Remboursement du capital de la dette

=

Epargne nette

Objectifs :

Mesure la capacité du service à assurer son fonctionnement courant (cycle d'exploitation)

Objectifs :

Permet de déterminer la capacité du service à rembourser le capital de la dette

Objectifs :

Permet de déterminer la capacité du service à autofinancer ses investissements

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Capacité d'autofinancement

	Epargne brute			Epargne nette		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Aillevillers-et-Lyaumont	64 733 €	57 435 €	46 836 €	29 943 €	20 712 €	8 894 €
Bassigney	9 102 €	14 461 €	10 697 €	-74 075 €	6 506 €	3 931 €
Conflans-sur-Lanterne	28 196 €	28 806 €	22 531 €	11 588 €	8 585 €	3 279 €
Corbenay	56 296 €	29 693 €	62 969 €	8 569 €	-29 203 €	11 021 €
Dampvalley-Saint-Pancras	4 599 €	2 131 €	21 057 €	4 599 €	2 131 €	21 057 €
Fleurey-les-Saint-Loup	7 680 €	8 235 €	9 313 €	5 686 €	6 152 €	7 137 €
Fontaine-les-Luxeuil	18 847 €	21 188 €	20 328 €	18 847 €	21 188 €	20 328 €
Fougerolles-Saint-Valbert	129 301 €	168 280 €	197 047 €	94 096 €	131 482 €	160 512 €
La Vavre	11 182 €	9 386 €	8 790 €	11 182 €	9 386 €	8 790 €
Magnoncourt	61 680 €	61 598 €	64 619 €	59 351 €	52 201 €	55 087 €
Passavant-la-Rochère	28 826 €	25 546 €	23 182 €	10 936 €	6 827 €	-1 618 €
Saint-Loup-sur-Semouse	141 417 €	129 053 €	100 052 €	119 533 €	106 533 €	76 867 €
Syndicat des Eaux du Boulay	6 565 €	9 990 €	9 832 €	4 591 €	7 999 €	7 999 €
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	1 531 €	8 080 €	2 029 €	971 €	7 496 €	1 420 €
Syndicat des Eaux de Hautevelle Francalmont	12 352 €	16 081 €	9 752 €	11 024 €	16 081 €	9 752 €
Syndicat des Eaux du Morillon	58 001 €	108 256 €	192 939 €	-34 934 €	79 418 €	163 798 €
Syndicat des Eaux du Roichot	484 €	484 €	35 489 €	-16 195 €	-16 195 €	10 286 €
TOTAL	640 792 €	698 704 €	837 460 €	265 711 €	437 298 €	568 540 €

Une épargne brute et une épargne nette en augmentation sur la période à l'échelle du territoire notamment grâce au syndicat du Morillon et du Roichot: + 303k€ pour l'épargne nette: **3 explications: désendettement, augmentation des tarifs et subvention du budget principal.**

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Endettement

	CRD au 31/12/2019	Capacité de désendettement (en année)
Aillevillers-et-Lyaumont	234 702 €	5,0
Bassigney	72 261 €	6,8
Conflans-sur-Lanterne	235 865 €	10,5
Corbenay	270 326 €	4,3
Dampvalley-Saint-Pancras		
Fleurey-les-Saint-Loup	4 646 €	0,5
Fontaine-les-Luxeuil		
Fougerolles-Saint-Valbert	356 023 €	1,8
La Vaire		
Magnoncourt	193 742 €	3,0
Passavant-la-Rochère	461 145 €	19,9
Saint-Loup-sur-Semouse	76 474 €	0,8
Syndicat des Eaux du Boulay	3 045 €	0,3
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	1 646 €	0,8
Syndicat des Eaux de Hautevelle Francalmont		
Syndicat des Eaux du Morillon	511 950 €	2,7
Syndicat des Eaux du Roichot	177 590 €	5,0
TOTAL	2 599 416 €	3,1

- ✓ On considère qu'une CAPDES > 10 ans et < 12 ans traduit une situation tendue. Tandis qu'une CAPDES > 12 ans traduit une situation très dégradée
- ✓ En l'espèce, le service consolidé dispose d'une capacité de désendettement de **3,1 ans bien inférieure aux seuils prudentiels**. Attention toutefois, cette capacité de désendettement est basée sur les informations disponibles, l'épargne brute ne prend également pas en compte les coûts masqués ainsi que les charges de personnel non valorisées au sein des budgets. Le territoire bénéficie par ailleurs d'une bonne épargne brute en 2019.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Points d'attention à souligner : Subventions d'exploitation

Articles L 2224-1 et L 2224- 2 du CGCT :

« Les budgets des Services Publics Industriels et Commerciaux (SPIC) (ex : eau, assainissement, transports, abattoirs...) doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres au budget, sauf dérogations possibles :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières,
- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs. »

Les services d'eau et d'assainissement dans les communes de moins de 3000 habitants et pour les EPCI ne comportant pas de communes de plus de 3000 habitants peuvent être subventionnés sans condition particulière

	Subvention 2017	Subvention 2018	Subvention 2019	Moyenne sur la période
Bassigney	2 829 €	4 686 €	0 €	2 505 €
Corbenay	94 937 €	0 €	61 054 €	51 997 €
Dampvalley-Saint-Pancras	3 826 €	0 €	24 622 €	9 483 €
Fougerolles-Saint-Valbert	0 €	0 €	14 467 €	4 822 €
Magnoncourt	0 €	0 €	600 €	200 €
Saint-Loup-sur-Semouse	38 000 €	0 €	0 €	12 667 €
TOTAL	139 592 €	4 686 €	100 743 €	81 674 €

Phase 1 – Etat des lieux financier

	Charges de personnel inscrites aux CA 2019	Temps passés
Aillevillers-et-Lyaumont	30 000 €	Technicien : 1 ETP Secrétaire : 0,07 ETP
Bassigney	0 €	Bénévolat : 0,1 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Conflans-sur-Lanterne	3 067 €	Technicien : 0,4 ETP Bénévolat : 0,04 ETP Secrétaire : 0,17 ETP
Corbenay	6 150 €	Technicien : 0,17 ETP Secrétaire : 0,035 ETP
Dampvalley-Saint-Pancras	0 €	Bénévolat : 0,01 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Fleurey-les-Saint-Loup	0 €	Secrétaire : 0,01 ETP Bénévolat : 0,08 ETP
Fontaine-les-Luxeuil	0 €	Véolia
Fougerolles-Saint-Valbert	145 294 €	DST : 0,023 ETP Technique : 2,25 ETP Secrétaire : 0,05 ETP
La Vavre	0 €	Bénévolat : 0,2 ETP
Magnoncourt	0 €	Technicien : 0,2 ETP Secrétaire : 0,01 ETP

	Charges de personnel inscrites aux CA 2019	Temps passés
Passavant-la-Rochère	12 481 €	Technicien : 0,1 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Saint-Loup-sur-Semouse	0 €	Véolia DST : 0,07 ETP
Syndicat des Eaux du Boulay	4 253 €	Technicien : 0,02 ETP Secrétaire : 0,01 ETP Bénévolat : 0,07 ETP
Syndicat des Eaux des Hauts du Pommier	3 266 €	Bénévolat : 0,14 ETP Secrétaire : 0,1 ETP
Syndicat des Eaux de Hautevelle Francalmont	3 148 €	Technicien : 0,1 ETP Secrétaire : 0,03 ETP
Syndicat des Eaux du Morillon	116 000 €	Technicien : 2,4 ETP Secrétaire : 0,55 ETP Bénévolat : 0,2 ETP
Syndicat des Eaux du Roichot	0 €	Secrétaire : 0,07 ETP Bénévolat : 0,04 ETP
TOTAL	323 659 €	8,45 ETP

➤ Points d'attention à souligner : Charges de personnel et temps « cachés »

- ✓ On constate que plus de 50% des services ne présentent aucune charge de personnel au sein de leur compte
- ✓ Des charges de personnel sont nécessairement présentes: suivi des prestations, réalisation d'interventions ponctuelles, facturation, marchés publics, suivi DSP ...
- ✓ Avec un coût moyen d'un ETP à 45k€: on peut estimer qu'il manque environ 60k€ de charges de personnel.



RESULTATS DE LA PHASE 1

Service de Défense Extérieur Contre l'Incendie

Phase 1 – Etat des lieux technique

Entités et Patrimoine- Service DECI -

38

Communes

3 585 m³

Réserve incendie (Réservoirs AEP)

426

Poteaux incendies

225

PI Conformes

176

PI Non conformes

25

PI (Etat non renseigné)

Phase 1 – Etat des lieux technique

Autres systèmes du Service DECI -

33

Citernes et bâches
souples

51

Points de pompage au
milieu naturel

- Absence d'informations sur :
Les coûts financiers afférents à la compétence (sur les BP)
→ **Proposition: 0,5ETP : 22 500€**



RESULTATS DE LA PHASE 1

Service assainissement collectif

Phase 2 – Etat des lieux juridique

Pour l'AC : (NB : 10 communes sont entièrement en ANC) :

- 3 Communes (CORBENAY, MAGNONCOURT et SAINT LOUP SUR SEMOUSE) assurent **uniquement la collecte et le transport : 2 en régie** (CORBENAY, MAGNONCOURT) et **1 en DSP** (SAINT LOUP SUR SEMOUSE), ces 3 communes étant membres du Syndicat d'assainissement DU SECTEUR DE SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE.

- 2 communes sont en délégation de service public :

SAINT LOUP SUR SEMOUSE, pour la collecte et le transport (*affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2027 ; **NB : nous ne disposons pas du contrat, qu'il faudrait que vous nous transmettiez***)

FONTAINE LES LUXEUIL (*affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2030 ; **NB : nous ne disposons pas du contrat, qu'il faudrait que vous nous transmettiez***)

- Les 24 autres communes assurent en totalité le service en régie.

Phase 2 – Etat des lieux juridique

Pour les communes gérant le service en régie ou en DSP le transfert de la compétence AC à la CC entraînera les mêmes conséquences que pour l'eau potable :

- Le transfert des biens, contrats & personnels dans les conditions de droit commun des transferts de compétence (*cf. étude juridique pour plus de détails*) :
 - Pour les **personnels affectés en partie au service AC** , possibilité de leur proposer une mutation volontaire ; à défaut, ils sont mis à disposition de plein droit (sans leur accord) au profit de la CC (convention à prévoir). Dans tous les cas, prévoir une consultation du CST avant la convention ou la mutation, mais ceci peut intervenir après le transfert de compétence .
 - Pour les **personnels affectés en totalité au service AC**, transfert de plein droit, par délibérations conjointes communes / CCHC après avis du CST
 - **Principe de mise à disposition automatique des biens nécessaires au service**, qui restent propriété des communes (mais possible de procéder à ces cessions si accord CC / Cne concernée)
 - Principe du **transfert de plein droit des contrats en cours** (NB : contrats d'emprunt globaux peuvent être portés par la commune ou la CC, avec des remboursements pour la part non affectée à l'AC)

Phase 2 – Etat des lieux juridique

Pour les communes gérant le service en régie ou DSP, le transfert de la compétence AC à la CC entraînera également :

- **Le transfert des pouvoirs de police spéciale en matière d'AC :**
 - *Concerne : 1° les dérogations, par arrêté, à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte dans un délai de 2 ans & 2° l'édiction, par arrêté, de dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique*
 - *Dans les 6 mois suivant le transfert de la compétence « assainissement » à la CC, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer à ce transfert des pouvoirs de police spéciale, en notifiant leur opposition au président de la CC, et le transfert n'a alors pas lieu pour la commune concernée.*
 - *Dans ce cas, le président peut lui-même renoncer en globalité à l'exercice de ces pouvoirs de police sur le territoire communautaire, en notifiant sa renonciation aux maires des communes de la CC, dans un délai d'1 mois suivant la fin de la période pendant laquelle les maires étaient susceptibles de faire valoir leur opposition, et donc dans un délai de 7 mois à partir de la date d'effectivité juridique du transfert de compétence. Dans ce cas, le transfert des pouvoirs de police n'a pas lieu (art. L. 5211-9-2 III CGCT, modifié par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020*

Phase 2 – Etat des lieux juridique

Depuis la loi E & P, (*art. L. 5214-16 § 9 CGCT*), nonobstant le transfert de compétence, une CC peut désormais procéder à une délégation conventionnelle de tout ou partie des compétences AC (*ou eau ou EPU*) à l'une de ses communes membres (comme pour l'eau potable).

- Cette délégation particulière de compétences est opérée par convention, qui précise :
 - La durée de la délégation
 - Les modalités d'exécution de la délégation, étant précisé que les compétences déléguées sont exercées « *au nom et pour le compte* » de la CC.
 - Les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures
 - Les modalités de contrôle de la CC délégante sur la commune délégataire.
 - Les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
- Procéduralement, la convention est approuvée par les organes délibérants respectifs de la CC et de la commune, et, attention, lorsqu'une commune demande à bénéficier d'une telle délégation de compétence, la CC est tenue à certaines obligations :

Le conseil doit se prononcer sur la délégation, dans un délai de 3 mois. **Ce délai est porté à 6 mois par l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 (*art. 9. II*)**, dans le cas où, d'une part, la demande de délégation a été formulée par la commune avant le 31 mars 2020, et où, d'autre part, le conseil de la communauté ne s'est pas encore prononcé sur cette délégation le 2 avril 2020, date de promulgation de l'ordonnance (NB : l'*art. 9* de l'ordonnance vise « la promulgation de la présente loi »).

En cas de refus, ce refus doit être motivé.

Phase 2 – Etat des lieux juridique

En outre, il existe un syndicat, le Syndicat d'assainissement DU SECTEUR DE SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, composé des 3 communes de CORBENAY, MAGNONCOURT et SAINT LOUP SUR SEMOUSE (membres de la CC HC), et qui est compétent pour la « ...*construction et exploitation d'une station d'épuration intercommunale...* », le service étant géré en régie.

Pour ce syndicat : **le transfert de la compétence entraîne normalement la dissolution du syndicat, mais, depuis la loi E & P, possibilité d'une délégation de compétence au syndicat :**

- *Le syndicat, lorsqu'il existait au 1^{er} janvier 2019, est maintenu jusqu'à 9 mois durant la prise de compétence par la CC*
- *Durant ce délai :*
 - Soit la CC ne délibère pas, auquel cas le syndicat est dissous de plein droit aux termes des 9 mois suivant la prise de compétence par la CC
 - Soit la CC décide, dans ce même délai de 9 mois suivant la prise de compétence, de lui déléguer tout ou partie des compétences ci-dessus, et le syndicat est alors maintenu pour 1 an supplémentaire à compter de la délibération de la CC. A l'issue de ce délai :
 - Si la convention de délégation a été **conclue** : le syndicat est maintenu.
 - Si la convention de délégation n'a pas été conclue et approuvée par les organes délibérants : le syndicat est dissous de plein droit.

Phase 1 – Etat des lieux juridique

NB : compétence EPU = exercée au niveau des communes sur le territoire de la CC HC, est juridiquement distincte de la compétence « assainissement », mais elle y est souvent techniquement liée (= réseaux unitaires). Compétence supplémentaire volontairement transférée par les communes (art. L. 5211-17 CGCT).

Définition juridique des EPU :

- Une compétence exercée sur les zones « urbaines », à savoir, selon les services de l'Etat :
 - Communes en POS, PLU ou carte communale = se reporter au zonage du document d'urbanisme, à savoir les zones urbaines ou à urbaniser
 - Communes en RNU = dans les « parties urbanisées de la commune » au sens de l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme et de la jurisprudence (appréciation concrète au cas par cas).
- Une compétence globale (investissement & fonctionnement), mais limitée aux ouvrages EP :
 - Les ouvrages nécessaires pour « ... la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines... » : **travail technique capital de recensement des équipements séparatifs, unitaires...**
 - Inclut la « ...création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension de ces installations et ouvrages ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics ... »

NB : pour les équipements unitaires (si compétences EPU et AC exercée par des entités différentes), ou pour des équipements mixtes (nécessaire aux EPU et à d'autres compétences, voirie notamment), un *modus operandi* est à trouver entre les entités compétentes tant pour la réalisation que la gestion d: **convention de maîtrise d'ouvrage publique déléguée, convention de gestion...**

Phase 1 – Etat des lieux technique

Hypothèses générales

- ✓ **Nombre d'habitants** : données INSEE 2017 (ou mise à jour 2020 des communes quand disponibles)
- ✓ **Nombre d'abonnés**: information commune ou RPQS

Partie ASSAINISSEMENT

- ✓ **Linéaire de réseau**: Si non indiqué, estimé approximativement sur la base du fond de plan IGN
- ✓ **Volumes assujettis à l'assainissement collectif**: Information commune ou Estimation sur la base de la formule suivante:

$$\text{Conso AEP} / \text{Nb d'abonnés total} \times \text{Nb d'abonnés AC}$$

Phase 1 – Etat des lieux technique

Entités et Abonnés – Assainissement Collectif-

29

Entités compétentes

6 425

Abonnés

28

Communes

13 776

Habitants

1

Syndicats

Phase 1 – Etat des lieux technique

Synthèse du Patrimoine - Service AC -

23

STEU

21

Postes de relevage

130 Km

Réseau Eau Usée

19 695

Capacité (EH)

93 Km

Réseau Unitaire

46

Déversoirs d'orage

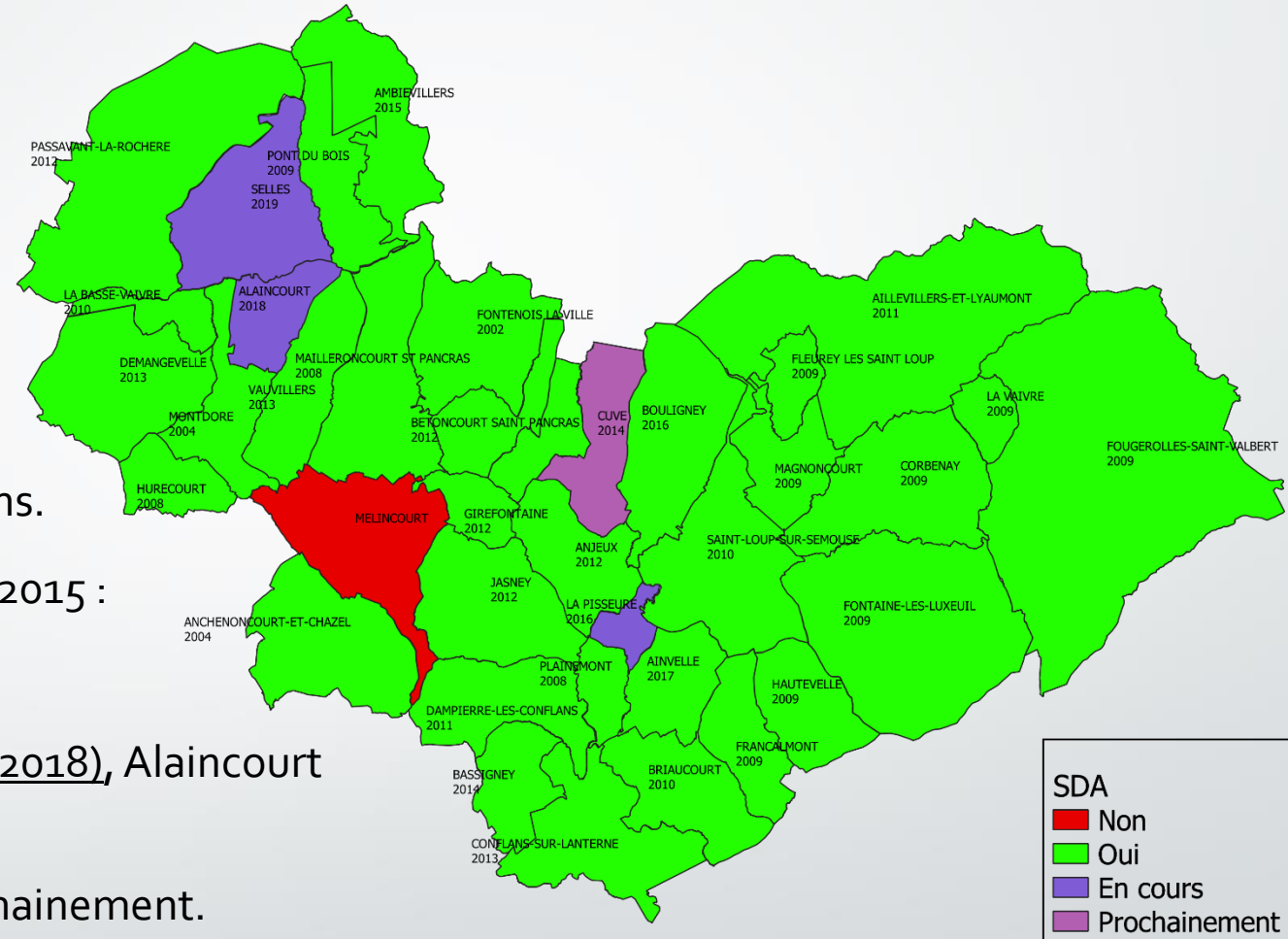
608 440 m³

Volumes assujettis

Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Schéma directeur « SDA » - Service Assainissement Collectif -

- Toutes les communes disposent d'un SDA sauf Melincourt.
- 15 Communes ont des SDA de plus de 10 ans.
- 6 Communes ont révisées leurs SDA après 2015 :
 - Ainvelle, Bouligney.
 - La Pisseure, Fougrolles Saint Valbert (2018), Alaincourt et Selles en cours de finalisation.
- 1 Commune (Cuve) : Révision du SDA prochainement.



Phase 2 – Etat des lieux technique

➤ Bilan adéquation Besoins futurs / STEP - Service AC -

Hypothèses

- ✓ Capacité, performances, âge, état GC et équipements
- ✓ 3 Cas envisagés:
 - Cas N°1: RAS
 - Cas N°2: **Etude à envisager sous 10 ans**, pour éventuel renouvellement sous 20 ans (travaux à ne pas chiffrer dans le bilan d'investissement)
 - Cas N°3: **STEP à réhabiliter ou à remplacer sous 10 ans** (travaux à chiffrer dans le bilan d'investissement)

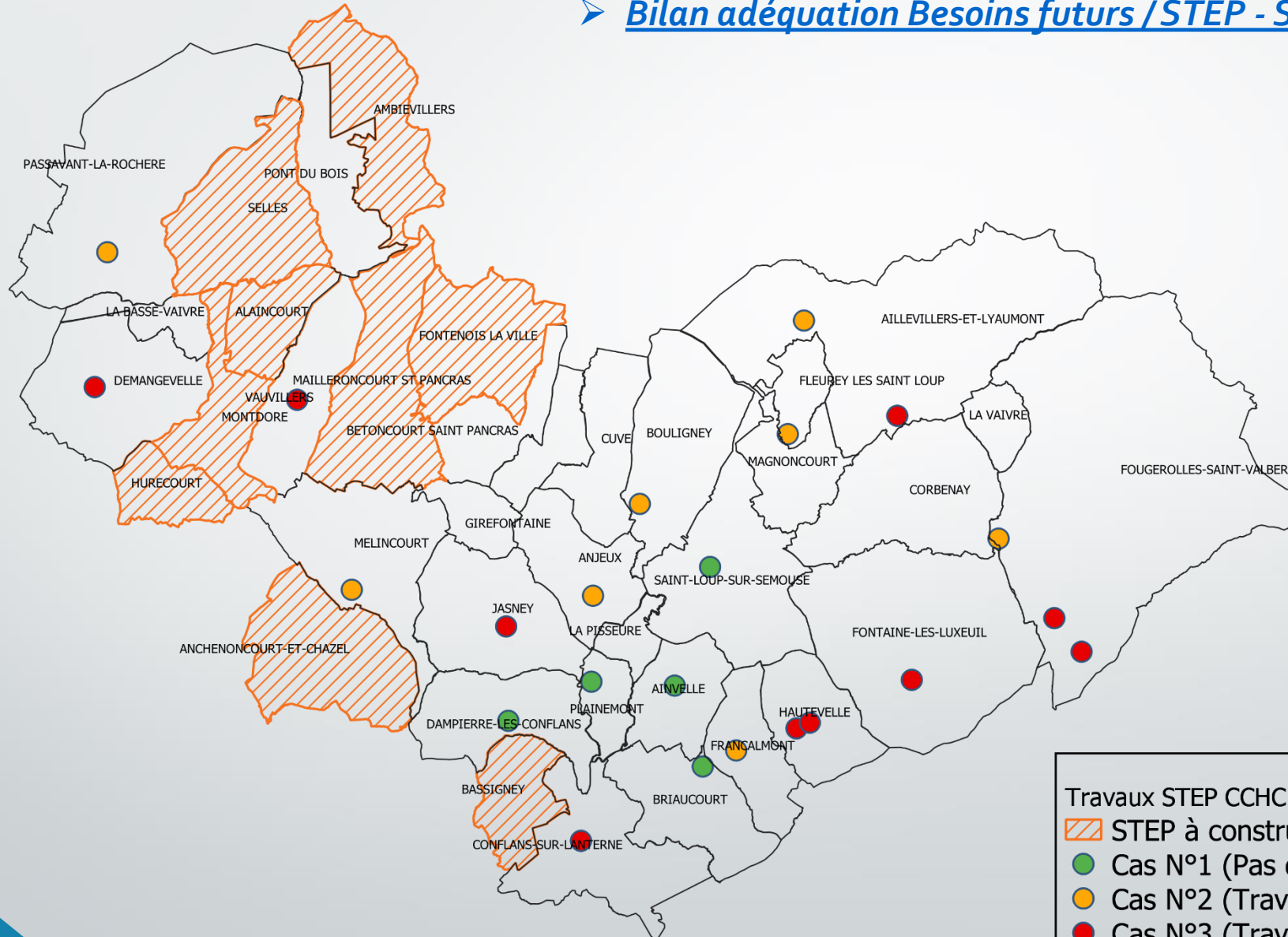
Cas N°1	Cas N°2	Cas N°3
RAS	Etude à engager	Travaux à engager
5 Stations	8 stations	10 stations

9 Communes zonées en Assainissement Collectif n'ont **pas** de station de traitement :

Alaincourt, Ambievillers, Anchenoncourt et Chazel, Bassigney, Fontenois la Ville, Hurecourt, Mailleroncourt Saint Pancras, Montdoré, Selles

Phase 2 – Etat des lieux technique

➤ Bilan adéquation Besoins futurs / STEP - Service AC -



Phase 1 – Etat des lieux technique

➤ Travaux AC inscrits dans le cadre du Contrat ZRR 2020-2022

- Aillevillers et Lyaumont
- Alaincourt
- Briaucourt
- Conflans sur Lanterne
- Corbenay
- Cuve
- Fontaine les Luxeuil
- Hautevelle
- Jasney
- Mailleroncourt Saint Pancras
- Saint-Loup Sur Semouse
- Selles
- Vauvillers

Travaux 2020

- 3 875 970 € HT

Travaux 2021

- 1 119 350 € HT

Travaux 2022

- 2 469 150 € HT

Mise à jour des plans des réseaux d'assainissement avec géo-référencement en classe A sur le territoire de la CCHC estimée

à:

80 000 € HT

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Méthode de travail : Retraitement des budgets communs eau potable et assainissement collectif et cas des budgets principaux

Sur la base des comptes administratifs, nous avons réalisé une clef de répartition sur la base des produits des services:

Produits Eau potable : 12 000 €
Produits Assainissement : 8 000 €
Total : 20 000 €

Clef Eau potable = $12000 \text{ €} / 20\,000 \text{ €} = 60\%$
Clef Assainissement = $8000 \text{ €} / 20\,000 \text{ €} = 40\%$

Communes concernées :

- Conflans-sur-Lanterne
- Fleurey-les-Saint-Loup

Communes concernées par budget principal :

- Anchenoncourt et Chazel
- Demangeville
- Plainemont

2) Concernant les emprunts :

Lorsque nous disposons de l'affectation des emprunts, nous avons séparé ceux relevant de l'eau et ceux relevant de l'assainissement, nous avons également retraité les intérêts annuels et les remboursements en capitaux correspondants.

A défaut, nous avons appliqué la clef de répartition calculée à partir des produits des services.

3) Pour les opérations d'ordre :

Lorsque nous disposons d'un suivi de l'actif et des subventions d'investissement afférentes, nous avons retraité ces données selon leur affectation. A défaut d'un suivi des subventions d'investissement, nous avons appliqué une clef de répartition calculée sur la base de l'amortissement de l'actif afférent à l'eau potable et à l'assainissement.

4) Pour les dépenses d'équipement :

Lorsque nous disposons de l'affectation du bien, nous avons réaffecté les dépenses en conséquence.

A défaut, nous avons appliqué la clef de répartition calculée à partir des produits des services

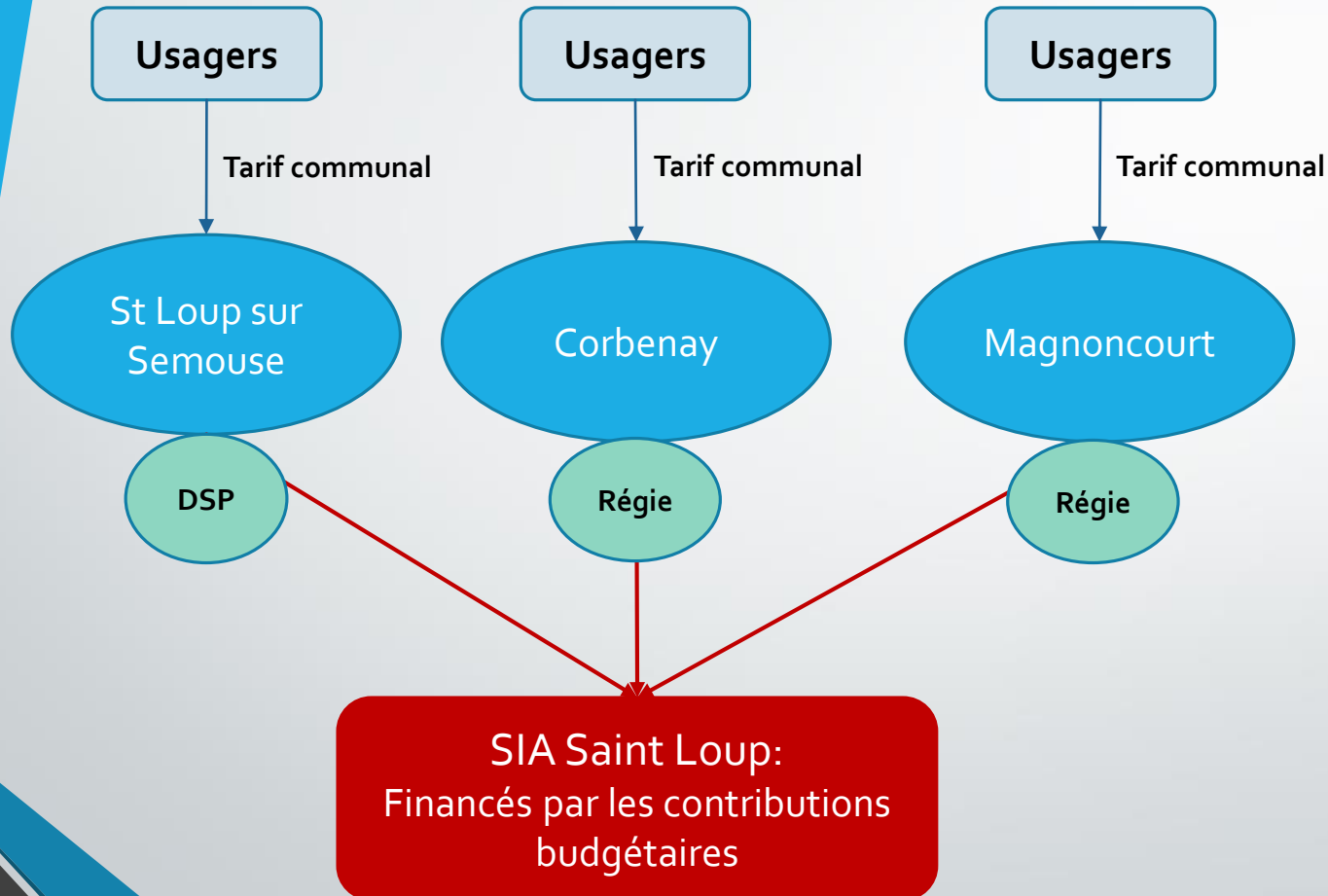
Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Synthèse des modes de gestion de la Compétence AC

CC de la Haute-Comté	Mode de gestion de la compétence	Abonnés (CCHC)
Aillevillers-et-Lyaumont	Régie	621
Ainvelle	Régie	75
Anchenoncourt-et-Chazel	Régie	132
Anjeux	Régie	87
Bouligney	Régie	217
Briaucourt	Régie	114
Conflans-sur-Lanterne	Régie	406
Corbenay	Régie	547
Dampierre-les-Conflans	Régie	115
Demangevelle	Régie	160
Fleurey-les-Saint-Loup	Régie	76
Fontaine-les-Luxeuil	DSP	580
Fougerolles-Saint-Valbert	Régie	820
Francalmont	Régie	62
Hautevelle	Régie	107
Jasney	Régie	121
Magnoncourt	Régie	223
Mailleroncourt-Saint-Pancras	Régie	110
Melincourt	Régie	127
Montdore	Régie	26
Passavant-la-Rochère	Régie	292
Plainemont	Régie	22
Saint-Loup-sur-Semouse	DSP	1 206
Vauvillers	Régie	421
Syndicat d'assainissement Saint Loup	Régie	
Total		6 667

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Explication gestion du Syndicat d'assainissement de St Loup



Collecte et transport

Traitement des eaux usées



**Pas de tarification
spécifique du syndicat**

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Méthode de calcul d'une facture 120 m³

Que ce soit pour la compétence eau potable ou pour la compétence assainissement collectif, la méthode de calcul du tarif moyen est basé sur une facture indicative de 120 m³.

Le tarif moyen est calculé sur la base de la formule suivante respectivement pour l'eau potable et pour l'assainissement collectif :

$$\frac{\text{Abonnement annuel TTC} + \text{Consommation TTC pour } 120 \text{ m}^3 + \text{Redevance Agence de l'eau TTC pour } 120 \text{ m}^3}{120 \text{ m}^3}$$

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Synthèse liées à l'assujettissement à la TVA

	Assujettissement à la TVA
Aillevillers-et-Lyaumont	Oui
Ainvelle	Non
Anchenoncourt-et-Chazel	?
Anjeux	Oui
Bouligney	Oui
Briaucourt	Non
Conflans-sur-Lanterne	Non
Corbenay	Oui
Dampierre-les-Conflans	Oui
Demangevelle	Oui
Fleurey-les-Saint-Loup	Oui
Fontaine-les-Luxeuil	Oui
Fougerolles-Saint-Valbert	Oui
Francalmont	Non
Hautevelle	Non
Jasney	Non
Magnoncourt	Non
Mailleroncourt-Saint-Pancras	Non
Melincourt	?
Montdore	Non
Passavant-la-Rochère	Non
Plainemont	Non
Saint-Loup-sur-Semouse	Oui
Vauvillers	Non

Concernant la compétence **assainissement collectif**, le choix reste libre pour la Collectivité concernant l'assujettissement ou non de l'activité

En cas d'assujettissement : **le taux réduit de 10% est appliqué**

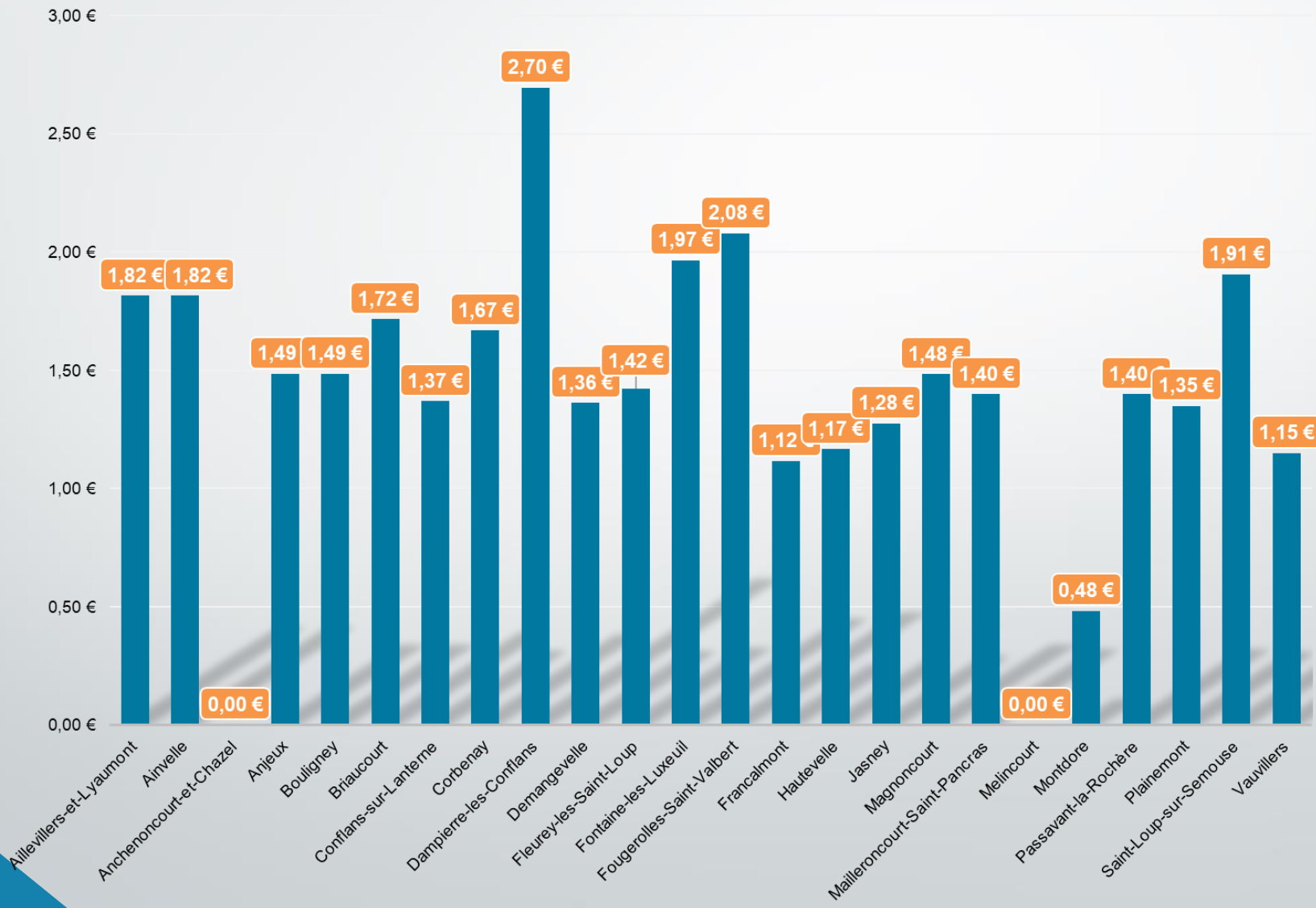
En cas de non assujettissement : perception du FCTVA sur les investissements (16,404% des dépenses d'équipement TTC)

42% des entités compétentes en assainissement collectif sont assujetties à la TVA de 10% pour l'AC.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Tarif moyen TTC au m3 y compris redevances agence de l'eau (facture de 120 m)

Prix de l'assainissement par m3 TTC pour une facture de 120 m3



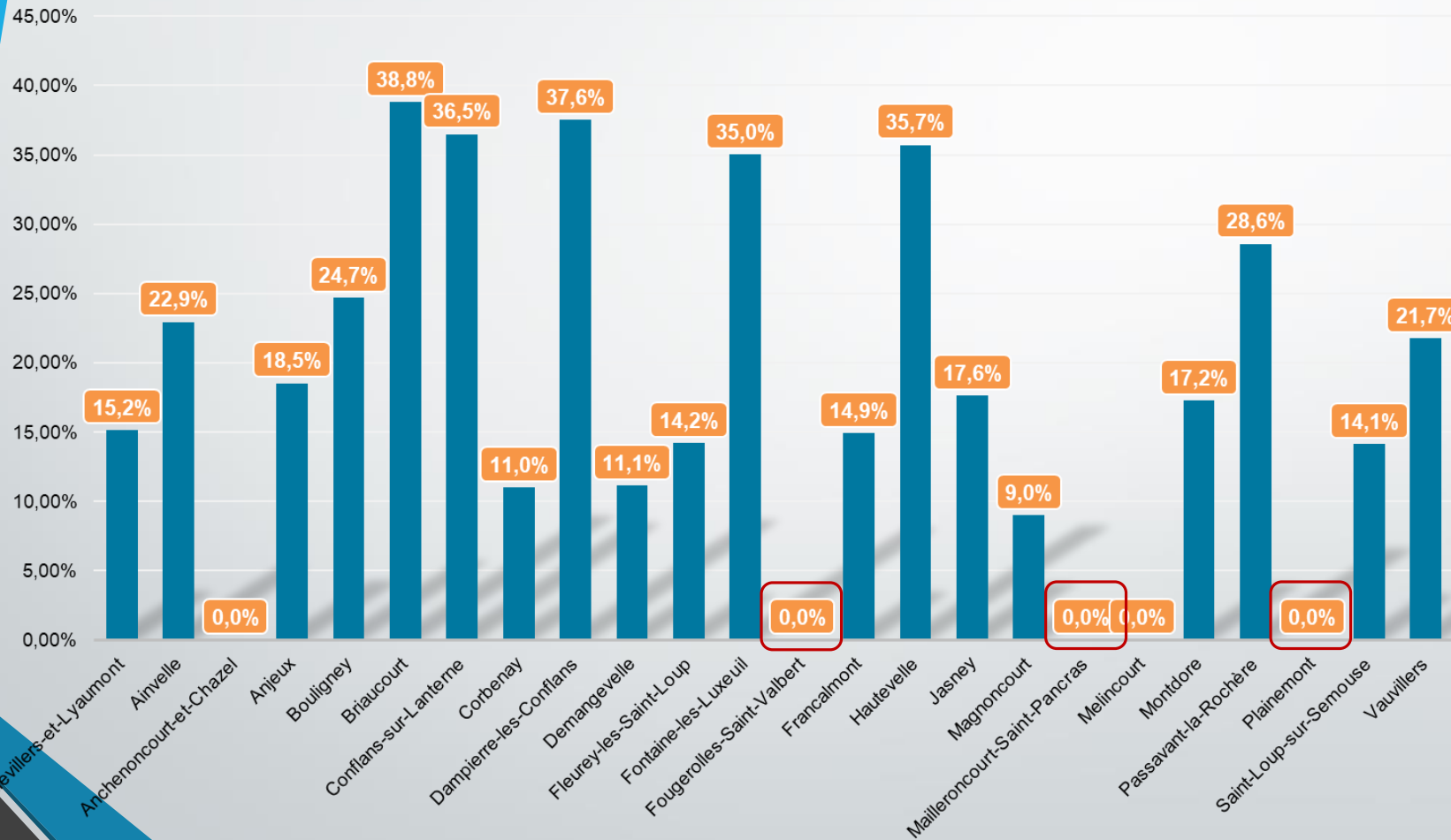
Prix moyen de l'assainissement en France: 2,03€ TTC

Les communes à 0€ sont des communes n'ayant pas transmis d'informations

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Poids de l'abonnement dans une facture de 120 m³

Poids de l'abonnement Assainissement Collectif pour une facture de 120 m³



L'arrêté du 6 Août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommée fixe un montant maximal de **l'abonnement au service d'eau potable ou d'assainissement de 40% du coût du service** pour une consommation de 120 m³, par logement desservi et pour une durée de 12 mois, tant pour l'eau que pour l'assainissement.

Ce plafond ne concerne que les Communes de 3 500 habitants, il est abaissé à 30% pour les Communes de la strate supérieure

Les communes à 0% n'ont pas transmis d'informations.

Les communes à 0% entourées d'un cadre rouge n'ont pas de part fixe.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Evolution des produits des services

	Produits de services 2017 (dont agence de l'eau)	Produits de services 2018 (dont agence de l'eau)	Produits de services 2019 (dont agence de l'eau)	Moyenne sur la période (dont agence de l'eau)
Aillevillers-et-Lyaumont	80 759 €	84 982 €	93 545 €	86 429 €
Ainvelle	8 755 €	8 867 €	12 201 €	9 941 €
Anchenoncourt-et-Chazel	1 800 €	2 000 €	1 800 €	1 867 €
Anjeux	8 035 €	8 089 €	8 828 €	8 317 €
Bouligney	46 135 €	21 821 €	22 694 €	30 216 €
Briaucourt	18 932 €	18 478 €	19 945 €	19 118 €
Conflans-sur-Lanterne	35 395 €	40 535 €	44 752 €	40 227 €
Corbenay	74 378 €	76 640 €	78 026 €	76 348 €
Dampierre-les-Conflans	23 000 €	26 463 €	25 000 €	24 821 €
Demangeville	8 426 €	11 540 €	11 329 €	10 432 €
Fleurey-les-Saint-Loup	5 295 €	5 298 €	5 474 €	5 356 €
Fontaine-les-Luxeuil	22 823 €	22 614 €	22 163 €	22 533 €
Fougerolles-Saint-Valbert	208 602 €	222 797 €	222 217 €	217 872 €
Francalmont	4 101 €	6 798 €	5 570 €	5 490 €
Hautevelle	8 377 €	8 832 €	8 569 €	8 593 €
Jasney	7 344 €	9 200 €	10 067 €	8 870 €
Magnoncourt	26 897 €	26 928 €	25 042 €	26 289 €
Mailleroncourt-Saint-Pancras	9 256 €	8 673 €	8 091 €	8 673 €
Melincourt	0 €	0 €	0 €	0 €
Montdore	1 133 €	1 241 €	1 103 €	1 159 €
Passavant-la-Rochère	22 930 €	25 177 €	30 441 €	26 183 €
Plainemont	2 384 €	2 893 €	2 729 €	2 669 €
Saint-Loup-sur-Semouse	143 963 €	163 295 €	160 746 €	156 001 €
Vauvillers	34 450 €	34 783 €	35 681 €	34 971 €
TOTAL	803 169 €	837 942 €	856 013 €	832 375 €

On constate une augmentation annuelle moyenne de 3,24% par an.

Les recettes du syndicat de St Loup ont été sorties du total.

En 2019, 3 entités représentent 56% des recettes totales et regroupent 40% des abonnés du territoire.

Si Fontaine était en régie: +72k€ de recettes
Si Saint Loup était en régie: +44k€ de recettes

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Analyse budgétaire – Méthode de calcul

Total recettes de fonctionnement 2019

-

Total dépenses de fonctionnement 2019

=

Solde de fonctionnement 2019

Total recettes d'investissement 2019

-

Total dépenses d'investissement 2019

=

Solde d'investissement 2019



Solde de fonctionnement 2019

+

Solde d'investissement 2019

=

Résultat de l'exercice

+ / - Reports 2018

=

Solde de clôture de l'exercice 2019

+ / - Restes à réaliser 2019

=

Solde global disponible de l'exercice 2019

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Solde budgétaire des Collectivités

	Résultat de l'exercice	Reports n-1	Solde global après RAR
	2019	2019	2019
Aillevillers-et-Lyaumont	29 259 €	17 962 €	25 400 €
Ainvelle	21 592 €	-1 440 €	18 646 €
Anchenoncourt-et-Chazel	1 800 €	0 €	1 800 €
Anjeux	1 116 €	28 059 €	29 175 €
Bouligney	16 954 €	120 779 €	137 734 €
Briaucourt	-3 742 €	38 371 €	34 629 €
Conflans-sur-Lanterne	1 763 €	45 455 €	47 217 €
Corbenay	12 154 €	-1 763 €	10 391 €
Dampierre-les-Conflans	25 000 €	0 €	25 000 €
Demangevelle	5 124 €	67 431 €	72 555 €
Fleurey-les-Saint-Loup	21 €	8 479 €	8 500 €
Fontaine-les-Luxeuil	10 994 €	138 785 €	149 778 €
Fougerolles-Saint-Valbert	47 246 €	67 339 €	-71 676 €
Francalmont	4 005 €	41 747 €	45 752 €
Hautevelle	7 126 €	90 481 €	97 607 €
Jasney	6 484 €	49 515 €	55 998 €
Magnoncourt	2 686 €	20 247 €	22 933 €
Mailleroncourt-Saint-Pancras	7 997 €	43 478 €	51 475 €
Melincourt	0 €	0 €	0 €
Montdore	1 099 €	15 746 €	16 845 €
Passavant-la-Rochère	-28 640 €	100 166 €	71 526 €
Plainemont	2 729 €	0 €	2 729 €
Saint-Loup-sur-Semouse	-123 771 €	264 861 €	141 089 €
Vauvillers	18 998 €	154 855 €	173 854 €
Syndicat d'assainissement Saint Loup	92 426 €	189 393 €	281 818 €
TOTAL	160 420 €	1 499 942 €	1 450 774 €

Une trésorerie disponible à fin 2019 d'environ **1,4M€** permettant de financer des investissements futurs.

En 2019, les 6 entités encadrées ci-contre représentent **68% du solde global total**.

Il s'agit bien entendu de mettre en relation la situation des communes avec leur service et historique.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Analyse de la capacité d'autofinancement – Méthode de calcul

Recettes réelles de fonctionnement sans Recettes exceptionnelles

-

Dépenses réelles de fonctionnement sans Charges financières et
Charges exceptionnelles

=

Epargne de gestion



Epargne de gestion

-

Charges financières

=

Epargne brute



Epargne brute

-

Remboursement du capital de la dette

=

Epargne nette

Objectifs :

Mesure la capacité du service à assurer son fonctionnement courant (cycle d'exploitation)

Objectifs :

Permet de déterminer la capacité du service à rembourser le capital de la dette

Objectifs :

Permet de déterminer la capacité du service à autofinancer ses investissements

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Capacité d'autofinancement

	Epargne brute			Epargne nette		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Aillevillers-et-Lyaumont	41 993 €	41 618 €	55 414 €	7 357 €	6 855 €	19 591 €
Ainvelle	5 929 €	7 942 €	7 897 €	5 929 €	7 942 €	7 897 €
Anchenoncourt-et-Chazel	1 800 €	2 000 €	1 800 €	1 800 €	2 000 €	1 800 €
Anjeux	6 450 €	-566 €	4 195 €	3 590 €	-3 557 €	1 066 €
Bouligney	42 571 €	20 658 €	17 105 €	42 571 €	20 658 €	17 105 €
Briaucourt	12 437 €	16 128 €	14 154 €	1 798 €	5 270 €	3 071 €
Conflans-sur-Lanterne	17 066 €	20 903 €	17 125 €	3 598 €	4 505 €	1 513 €
Corbenay	31 230 €	17 851 €	28 284 €	11 262 €	-2 958 €	12 104 €
Dampierre-les-Conflans	23 000 €	26 463 €	25 000 €	23 000 €	26 463 €	25 000 €
Demangeville	23 776 €	6 253 €	5 124 €	23 776 €	6 253 €	5 124 €
Fleurey-les-Saint-Loup	2 744 €	3 090 €	3 143 €	1 667 €	1 965 €	1 968 €
Fontaine-les-Luxeuil	14 898 €	21 596 €	16 569 €	9 252 €	15 716 €	10 445 €
Fougerolles-Saint-Valbert	107 303 €	156 765 €	109 442 €	56 117 €	97 031 €	55 963 €
Francalmont	2 509 €	5 654 €	4 005 €	2 509 €	5 654 €	4 005 €
Hautevelle	7 543 €	6 954 €	7 120 €	7 543 €	6 954 €	7 120 €
Jasney	-12 140 €	24 825 €	8 497 €	-12 140 €	24 825 €	8 497 €
Magnoncourt	10 825 €	6 554 €	2 765 €	-423 €	773 €	2 765 €
Mailleroncourt-Saint-Pancras	8 541 €	8 422 €	8 091 €	8 541 €	8 422 €	8 091 €
Melincourt	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Montdore	1 133 €	1 031 €	1 099 €	1 133 €	1 031 €	1 099 €
Passavant-la-Rochère	5 205 €	6 040 €	12 651 €	5 205 €	6 040 €	12 651 €
Plainemont	2 384 €	2 893 €	2 729 €	2 384 €	2 893 €	2 729 €
Saint-Loup-sur-Semouse	48 110 €	163 316 €	-99 077 €	42 744 €	157 692 €	-104 971 €
Vauvillers	22 470 €	24 164 €	19 142 €	22 470 €	24 164 €	19 142 €
TOTAL	427 777 €	590 555 €	272 273 €	271 683 €	426 591 €	123 776 €

Une épargne brute en diminution y compris les retraitements effectués concernant les variations de la commune de St Loup sur Semouse: Paiement au syndicat en 2019 de la contribution 2018.

Cela signifie une augmentation des charges à caractères générales ou encore le remboursement d'emprunts nouveaux: 243k€ d'épargne nette pour 2019 après retraitement.

Le syndicat de St Loup sur Semouse a été sorti du calcul des épargnes.

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Endettement

	CRD au 31/12/2019	Capacité de désendettement (en année)
Aillevillers-et-Lyaumont	342 822 €	6,2
Ainvelle	792 000 €	n.d
Anjeux	13 061 €	3,1
Briaucourt	142 369 €	10,1
Conflans-sur-Lanterne	159 923 €	9,3
Dampierre-les-Conflans	265 159 €	n.d
Fleurey-les-Saint-Loup	2 510 €	0,8
Fontaine-les-Luxeuil	19 860 €	1,2
Fougerolles-Saint-Valbert	853 821 €	7,8
Plainemont	42 289 €	15,5
Saint-Loup-sur-Semouse	29 653 €	n.d
Syndicat d'assainissement Saint Loup	1 814 431 €	n.d
TOTAL	4 477 898 €	16,45

Après retraitement de l'épargne

11,42

- ✓ On considère qu'une CAPDES > 10 ans et < 12 ans traduit une situation tendue. Tandis qu'une CAPDES > 12 ans traduit une situation très dégradée
- ✓ E manière faciale, **le service consolidé dispose d'une capacité de désendettement de 16,45 ans** ce qui présente une situation dégradée sur le territoire.
- ✓ Après retraitement de l'épargne , la capacité de désendettement s'élève à **11,42 années** ce qui reste une situation tendue.
- ✓ Attention toutefois, cette capacité de désendettement est basée sur les informations disponibles, l'épargne brute ici présentée ne prend également pas en compte les coûts masqués ainsi que les charges de personnel non valorisées au sein des budgets

Phase 1 – Etat des lieux financier

➤ Points d'attention à souligner : Subventions d'exploitation

Articles L 2224-1 et L 2224- 2 du CGCT :

« Les budgets des Services Publics Industriels et Commerciaux (SPIC) (ex : eau, assainissement, transports, abattoirs...) doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres au budget, sauf dérogations possibles :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières,
- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs. »

Les services d'eau et d'assainissement dans les communes de moins de 3000 habitants et pour les EPCI ne comportant pas de communes de plus de 3000 habitants peuvent être subventionnés sans condition particulière

	Subvention 2017	Subvention 2018	Subvention 2019	Moyenne sur la période
Aillevillers-et-Lyaumont	15 174 €	11 321 €	7 409 €	<u>11 301 €</u>
Bouligney	0 €	2 401 €	2 134 €	<u>1 512 €</u>
Briaucourt	3 721 €	2 069 €	1 686 €	<u>2 492 €</u>
Conflans-sur-Lanterne	2 548 €	3 046 €	2 512 €	<u>2 702 €</u>
Corbenay	7 616 €	0 €	26 759 €	<u>11 458 €</u>
Demangevelle	21 620 €	0 €	0 €	<u>7 207 €</u>
Fougerolles-Saint-Valbert	8 098 €	6 735 €	3 948 €	<u>6 261 €</u>
Jasney	4 200 €	21 932 €	0 €	<u>8 711 €</u>
Magnoncourt	0 €	0 €	600 €	<u>200 €</u>
Vauvillers	0 €	2 179 €	1 810 €	<u>1 329 €</u>
TOTAL	74 420 €	53 709 €	46 857 €	58 329 €

Les primes d'épurations représentent des montants faibles concernant ces subventions.

Phase 1 – Etat des lieux financier

	Charges de personnel inscrites aux CA 2019	Temps passés
Aillewillers-et-Lyaumont	14 000 €	Technicien : 0,2 ETP Secrétaire : 0,07 ETP
Ainvelle	0 €	Bénévolat : 0,31 ETP
Anchenoncourt-et-Chazel	0 €	/
Anjeux	2 500 €	Technicien : 0,06 ETP
Bouligney	0 €	Technicien : 0,01 ETP
Briaucourt	2 586 €	Technicien : 0,05 ETP Secrétaire : 0,01 ETP Bénévolat : 0,05 ETP
Conflans-sur-Lanterne	1 933 €	Technicien : 0,7 ETP Bénévolat : 0,02 ETP Secrétaire : 0,17 ETP
Corbenay	3 000 €	Technicien : 0,11 ETP Secrétaire : 0,035 ETP
Dampierre-les-Conflans	0 €	Bénévolat : 0,035
Demangevelle	0 €	Technicien : 0,4 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Fleurey-les-Saint-Loup	0 €	Bénévolat : 0,3 ETP
Fontaine-les-Luxeuil	0 €	Véolia
Fougerolles-Saint-Valbert	6 000 €	DST : 0,023 ETP Technique : 0,75 ETP Secrétaire : 0,05 ETP

	Charges de personnel inscrites aux CA 2019	Temps passés
Francalmont	0 €	Bénévolat : 0,035 ETP Secrétaire : 0,035 ETP
Hautevelle	0 €	/
Hurecourt	0 €	Technicien : 0,11 ETP
Jasney	0 €	Technicien : 0,035 ETP Bénévolat : 0,07 ETP
Magnoncourt	0 €	Technicien : 0,2 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Mailleroncourt-Saint-Pancras	0 €	/
Melincourt	0 €	Technicien : 0,035 ETP
Montdore	0 €	/
Passavant-la-Rochère	3 097 €	Technicien : 0,24 ETP Secrétaire : 0,01 ETP
Plainemont	0 €	Bénévolat : 0,017 ETP
Saint-Loup-sur-Semouse	0 €	Véolia DST : 0,07 ETP
Vauvillers	7 620 €	Bénévolat : 0,07 ETP Technicien : 0,14 ETP
Syndicat d'assainissement Saint Loup	75 251 €	Technicien : 1,8 ETP
TOTAL	115 988 €	6,26 ETP

➤ Points d'attention à souligner : Charges de personnel et temps « cachés »

- ✓ On constate que plus de 60% des services ne présentent aucune charge de personnel au sein de leur compte
- ✓ Des charges de personnel sont nécessairement présentes: suivi des prestations, réalisation d'interventions ponctuelles, facturation, marchés publics, suivi DSP ...
- ✓ Avec un coût moyen d'un ETP à 45k€: on peut estimer qu'il manque environ 166k€ de charges de personnel.



RESULTATS DE LA PHASE 1

Gestion des Eaux Pluviales

Phase 1 – Etat des lieux technique

Entités et Patrimoine – Eau Pluviale -

38

Communes

64 Km

Conduites Eau Pluviale

+2675

Grilles + Avaloirs

1

Ouvrage de rétention
(200 m³)

- Absence d'informations sur :
 - Le linéaire des fossés
 - Le nombre de branchements d'eau pluviale des particuliers
- Approfondissement en phase 2 et point sur la CLECT



Poursuite de l'étude

Les prochaines étapes de la mission

- **Phase 2 : Comparaison et mise à niveau des services**



- Classification des services et comparaisons au regard du service type défini en concertation avec les acteurs



- Etablir un PPI nécessaire afin d'atteindre l'objectif de service type sur l'ensemble du territoire concerné

- **Phase 3 : Etude des scénarii de transfert des compétences eau et assainissement**



- Etude juridique relatives aux conséquences d'un transfert de compétences eau assainissement au regard des modes de gestion existants sur le territoire de la CCHC



- Prospective financière intégrant plusieurs scénarii (objectifs de service, date de prise de compétence, harmonisation tarifaire...) en collaboration avec les services de la CCHC

Poursuite de l'étude

- **Rendu final**

- ✓ Un cahier avec le détail des estimations des coûts d'investissement et d'exploitation par compétence (1 pour l'AEP/DECI et 1 pour l'ASS/EP) et par entité
- ✓ Un cahier des annexes, avec tous les tableaux de synthèse



MERCI DE VOTRE ATTENTION

Com. Com. Haute Comté



VERDI

Véronique DALONGEVILLE – 06 37 62 96 76 vdalongeville@verdi-ingenierie.fr

Amine LAABOULI – 06 26 63 48 12 alaabouli@verdi-ingenierie.fr

FINANCE CONSULT

Alexis TEMPOREL – 04-72 77 67 77- a.temporel@finance-consult.fr

Benoit PREFOL - 04 72 77 67 77 - b.prefol@finance-consult.fr

ANNE GARDERE AVOCAT

Anne GARDERE - 06 14 49 10 07 - anne.gardere.avocat@gmail.com

VERDI



Anne GARDERE
Avocat au Barreau de Lyon
Docteur en Droit Public
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon
06 14 49 10 07 - anne.gardere.avocat@gmail.com